SOCIALISME OU BARBARIE
France

Cahier de formation N°1 - Prix: 1 € - Avril 2014
www.socialisme-ou-barbarie.org - soub.france@gmail.com

Les rébellions populaires dans le monde

© REUTERS / published in dimanche (wajournal.com)

Les tâches stratégiques de la gauche révolutionnaire

Sommaire

Introduction - Page 3

De la révolte à la révolution : parcours historique, sujets sociaux et perspectives stratégiques - Page 4

Le laboratoire social de la lutte de classes - Page 6

La centralité de la classe ouvrière: sur les fins et les moyens de la révolution socialiste - Page 10

L'effondrement de la démocratie bourgeoise - Page 15

La perspective de la prise du pouvoir: grève générale, organes de pouvoir et parti révolutionnaire - Page 17

Portées et limites du cycle universel de rébellions populaires - Page 21

Annexe: Les révoltes populaires et les debats stratégiques parmi les courants trotskistes

Le PTS: Entre des analogies historiques et le peu de stratégie révolutionnaire - Page 28

Une variante « critique » du trotskisme objectiviste d'après-guerre - Page 29

L'inexplicable caractère pacifique de la restauration bourgeoise - Page 35

Le refus à généraliser les caractéristiques de la période - Page 38

Un « printemps arabe » qui décrit beaucoup mais n'explique rien - Page 39

Relancer la tradition du marxisme révolutionnaire - Page 43

Les rébellions populaires dans le monde

Les tâches stratégiques de la gauche révolutionnaire

Par Víctor Artavia[1]

2011 a été une des années les plus révoltées depuis Mai 68 en France. Le déclenchement simultané de gigantesques et puissantes mobilisations sociales dans des endroits tellement divers sur la planète, est l'expression des profonds changements que traverse la situation mondiale. Même le magazine *Times* (un organe de presse impérialiste) a exprimé d'une manière tout à fait singulière cette nouvelle réalité politique : *il a nommé comme personnage de l'année 2011 les « manifestants ».*

En 2012, en revanche, il a été démontré que cette vague de rébellion internationale n'était pas un phénomène éphémère. La continuité et l'intensification des mobilisations massives au Moyen-Orient, qui sont devenues une *guerre civile* contre le régime dictatorial de Bachar Al - Assad en Syrie, en témoigne. Parallèlement à cela, pendant cette année a eu lieu la grève héroïque des mineurs des Asturies, qui a fait grand bruit au niveau mondial lorsque 200 ouvriers asturiens ont été reçus dans la capitale espagnole avec des chansons comme « Madrid ouvrière soutient les mineurs», « Vive la lutte de la classe ouvrière », entre autres. Enfin, au moment d'écrire cet article, les masses exploitées et opprimées en Egypte ont repris la rue pour lutter contre le gouvernement des Frères Musulmans et les forces armées, ce qui pré annonce une définition politique et sociale plus profonde du processus de radicalisation dans ce pays.

Bien sûr, l'intensité et la dynamique de toutes ces luttes, présentent des développements inégaux selon les pays et régions. Mais en même temps ils ont des traits communs, qui constituent le cadre global où la portée et les limites des processus en cours doivent être comprises. C'est précisément pour cette raison, qu'il est impératif que les courants du marxisme révolutionnaire interprètent les développements politiques actuels sous un angle stratégique, à savoir, *la perspective de réintroduire la*

---

1 - Victor Artavia est dirigeant du Nouveau Parti Socialiste de Costa Rica, section du Courant International Socialisme ou Barbarie. L'article date de Mars 2013

révolution socialiste dans le XXIe siècle.

Dans le *Courant International Socialisme ou Barbarie* (SoB), nous considérons qu'actuellement la lutte des classes traverse **un cycle universel de révoltes populaires[2],** qui marque un *redémarrage historique de l'expérience des exploités et des opprimés.*

Tout au long de cet article nous résumerons et approfondirons l'élaboration de SoB autour de cette catégorie. Pour cela, nous nous appuierons sur des auteurs classiques du marxisme révolutionnaire (Marx, Engels, Luxembourg et Trotski), qui ont abordé dans leurs ouvrages les aspects politiques, théoriques et méthodologiques qui ont permis d'interpréter les processus révolutionnaires et les expériences des luttes du mouvement ouvrier de leur époque.

De la révolte à la révolution : parcours historique, sujets sociaux et perspectives stratégiques

« Dans le processus de l'histoire, on rencontre des situations stables tout à fait non-révolutionnaires. On rencontre aussi des situations notoirement révolutionnaires. Il existe aussi des situations contre-révolutionnaires (il ne faut pas l'oublier !). Mais ce qui existe surtout à notre époque de capitalisme pourrissant ce sont des situations intermédiaires, transitoires *: entre une situation non-révolutionnaire et une situation prérévolutionnaire, entre une situation prérévolutionnaire et une situation révolutionnaire ou... contre-révolutionnaire. C'est précisément ces états transitoires qui ont une importance décisive du point de vue de la stratégie politique. »*

Leon Trotski. Où va la France ?

Le cycle actuel de révoltes populaires a une importance stratégique pour le développement ultérieur de la lutte des classes. Il est clair que, actuellement, nous vivons en temps réel un laboratoire universel de lutte qu'on ne voyait pas depuis des décennies. Le fait est que, au-delà des résultats immédiats des luttes en développement et/ou qui viendront, la principale mesure de leur valeur est son effet éducatif sur la conscience politique des masses exploitées et opprimées.

A SoB nous caractérisons que les rébellions populaires représentent *un redémarrage historique de l'expérience des exploités et des opprimés*, parce qu'elles constituent

---

2 - Voir *"Un ciclo de rebeliones populares conmueve al mundo"* de José Luis Rojo, dans *Socialismo o Barbarie nº 26.*

un scénario universel dont la caractéristique centrale *est l'accumulation d'expériences de lutte par les nouvelles générations ouvrières, étudiantes et populaires*, qui sont en train de surmonter grâce à la mobilisation et le combat de rue, le poids des défaites héritées des décennies précédentes.

Malgré cela, le cycle des révoltes populaires présente des limites stratégiques qu'il faut noter (en particulier pour les courants du marxisme révolutionnaire). Nous parlons du fait que ces rébellions n'ont pas encore débordé les cadres de la démocratie bourgeoise et que la classe ouvrière ne joue pas un rôle central dans ces processus, conditions indispensables pour qu'elles avancent vers la perspective de la révolution sociale anticapitaliste et socialiste.

Il est donc nécessaire d'équilibrer leurs portées et leurs limites politiques, pour en deduire les tâches stratégiques du moment. Selon ce critère, nous avons abordé les révoltes populaires dans la précédente édition de la revue *Socialisme ou Barbarie*, en les caractérisant comme *« un processus qui est dans le limite entre une rébellion populaire et la révolution à proprement parler, sans avoir encore atteint une maturité suffisante pour configurer un scénario de révolution sociale dans le plein sens du mot »*[3].

Pour cette raison, nous caractérisons le processus comme une rébellion et non pas comme une révolution ; *une situation intermédiaire ou transitoire* selon les mots de Trotsky. Nous ne faisons pas cette distinction avec une lecture sectaire en imposant une limite a priori aux rébellions en cours. Au contraire, notre pari est que ces expériences soient le pont pour surmonter la faiblesse des facteurs subjectifs.

A continuation, nous nous référerons aux conclusions politiques que Marx, Engels, Luxembourg et Trotski, ont tiré des expériences révolutionnaires du XIXe et du XXe siècle. Avec une approche comparative, nous espérons clarifier encore plus la délimitation que nous faisons entre la catégorie de « révolte populaire » et celle de « révolution sociale ». Pour cela nous allons développer quatre aspects qui, à notre avis, font partie des approches principales avec lesquels ces auteurs du marxisme révolutionnaire ont analysé la lutte de classes de leur époque: a) la compression de la lutte des classes et du processus révolutionnaires comme le *terrain vivant de l'apprentissage politique de la classe ouvrière*, b) le rôle central de la classe ouvrière comme une condition *sine qua non* pour donner une perspective socialiste aux événements, c) l'existence d'une dialectique révolution/contrerévolution dans les situations de révolution sociale, d) la perspective de la prise de pouvoir par la classe ouvrière à travers des instances de lutte et d'organisation de classe.

---

3 - Rojo, José Luis. *"Un ciclo de rebeliones populares conmueve al mundo".* Revue *Socialismo o Barbarie nº 26*. Buenos Aires, 2012: p. 7.

Le laboratoire social de la lutte de classes

Pour le marxisme l'acquisition/construction de la conscience de classe prolétarienne n'est pas un processus passif ou évolutif, mais le produit de l'action transformatrice des sujets sur la réalité. Et cette réalité n'est rien d'autre que le *terrain de la lutte des classes*, qui devient un laboratoire social où l'affrontement entre les classes, leurs organes de lutte, programmes et partis politiques, mettent en place les conditions matérielles pour le progrès de la conscience politique. Par cela même Trotsky disait que *« le prolétariat ne conquête pas sa conscience de classe en passant de grade comme les écoliers, mais par le biais de la lutte de classes ininterrompue »*[4].

Pour cette raison, dans la tradition du marxisme révolutionnaire les processus de la lutte de classes sont interprétés avec une approche stratégique, c'est-à-dire, *en transcendant l'immédiateté du conflit et en tirant les enseignements universels sur l'ensemble du mouvement ouvrier et de masses.* Selon ce critère, Marx et Engels se sont positionnés face aux révolutions bourgeoises du milieu du XIXe siècle, qui ont constitué *le premier épisode d'action indépendant du prolétariat moderne*. Comme tous les premier pas, il a été plein de succès et d'échecs, que les deux leaders révolutionnaires ont intégrés dans *un processus d'accumulation d'expériences historiques du prolétariat.*

Ce fut le cas de la révolution bourgeoise de 1848 en France, que Marx a analysé en profondeur. Lors de cette révolution, la classe ouvrière a participé en première ligne contre la monarchie et a défendu un modèle de « République avec des institutions sociales », en posant aussi la nécessité « d'organiser le travail ». Bien qu'au début un bloc de la bourgeoisie, les paysans et la classe ouvrière contre la monarchie s'est formé, quelques mois après le triomphe de la révolution de février et la mise en place d'un gouvernement pluriclassiste à Paris (où il y avait deux représentants du prolétariat), les contradictions de classe sont devenues de plus en plus profondes, et enfin, la bourgeoisie « Républicaine » s'est alliée avec leurs anciens rivaux monarchiques-féodales pour écraser physiquement le prolétariat mobilisé en juin de la même année.

Bien que la classe ouvrière ait été vaincue dans cette révolution, Marx a centré l'attention de son bilan sur les enseignements qu'elle a laissé pour l'ensemble du prolétariat modern: *« Donc, ce n'est que par la défaite de Juin que furent créées les conditions permettant à la France de prendre l'initiative de la révolution européenne. Ce n'est que trempé dans le sang des insurgés de Juin que le drapeau tricolore est devenu le drapeau de la révolution européenne, le drapeau rouge. Et nous crions :* La révolu-

---

4 - Trotski, León. *Révolution et fascisme en Allemagne*. Editorial Antídoto. Buenos Aires, sin data: p. 99.

tion est morte ! Vive la révolution ! »[5].

Ce qui précède montre que pour Marx la principale conquête du prolétariat est la maturation de sa conscience politique, ce qui est impossible à effectuer en dehors de la lutte de classes. La dichotomie formelle de victoire ou de défaite momentanée, Marx l'assume comme un élément partiel de la réalité qu'il problématise dialectiquement dans le cadre universel de la praxis révolutionnaire de la classe ouvrière et de ses partis. De là que sa notion de progrès ou recul politique n'ait pas un lien automatique avec la logique de la victoire ou défaite, mais qu'elle prenne en compte directement la conscience de classe du prolétariat dans la perspective de la prise du pouvoir : *« ce n'est point par ses conquêtes tragi-comiques directes que le progrès révolutionnaire s'est frayé la voie; au contraire, c'est seulement en faisant surgir une contre-révolution compacte, puissante, en se créant un adversaire et en le combattant que le parti de la subversion a pu enfin devenir un parti vraiment révolutionnaire. »*[6]

En ce qui concerne Engels, il a eu l'occasion de participer directement à la révolution allemande de 1848, où il a excellé comme chef militaire. Comme dans le cas de la France, le prolétariat est intervenu dans cette révolution avec ses propres revendications démocratiques, qui ne posaient pas l'émancipation sociale de la classe ouvrière de l'exploitation capitaliste, mais qui créaient le terrain démocratique afin que le mouvement ouvrier puisse se développer[7]. Enfin, le prolétariat allemand a été vaincu en raison des craintes de la bourgeoisie « Républicaine » à mener jusqu'au bout sa confrontation avec la monarchie, ce qui a donné un marge énorme de manœuvre politique et militaire à la contrerévolution féodale.

A partir de cette expérience, Engels est arrivé à des conclusions stratégiques similaires à celles de Marx, considérant que « *si nous avons été vaincus, nous ne pouvons que recommencer depuis le début. Et heureusement, la trêve, probablement très brève, que nous avons entre la fin du premier acte et le début du deuxième acte du mouve-*

---

5 - Marx, Karl. *La lutte des classes en France*. Ediciones Luxemburgo. Buenos Aires, 2007: p. 152

6 - *Ibid.*, p. 123.

7 - Au milieu du XIX siècle une tournure historique qui marquait la fin des révolutions bourgeoises et, à la fois, pré annonçait le début des révolutions ouvrières comme phénomène socio-historique s'est produite. Pendant cette tournure historique le prolétariat s'est positionné en faveur de mener jusqu'au bout les révolutions bourgeoises, mais en approfondissant son intervention en tant que sujet politique indépendant et en construisant des organisations propres. C'est au XX siècle que l'expérience historique des révolutions russes de 1905 et de 1917 a permis d'avancer dans la théorie de la révolution, en posant la perspective de combiner les tâches démocratiques avec les tâches socialistes dans le cadre de révolution permanente.

ment, nous donne le temps nécessaire pour effectuer un travail d'urgence : étudier les causes qui ont rendu inéluctables autant la récente éclosion révolutionnaire que la défaite de la révolution ».[8]

Il est essentiel de souligner la perspective politico-méthodologique avec laquelle Engels assume la défaite momentanée, qu'il caractérise comme *« la fin du premier acte »* duquel il faut extraire les principales leçons stratégiques, pour être prêts à lutter dans des meilleurs conditions pour *« le deuxième acte du mouvement ».* En somme, pour Engels *le processus d'accumulation d'expériences du prolétariat est le point de départ pour interpréter la lutte de classes, qui est un mouvement unitaire et dynamique* où les développements locales transcendent l'immédiat et imprègnent l'ensemble du mouvement ouvrier.

Cette perspective de processus ou de parcours historique de la lutte de classes est une constante dans l'analyse du marxisme classique, où les situations révolutionnaires ont été conçues comme des *catalyseurs de l'expérience politique de toutes les classes sociales* (y compris de la bourgeoisie). Dans son analyse de la Révolution française de 1848, Marx signale que pendant les périodes signés par une « inquiétude historique », où les passions révolutionnaires augmentent, les différentes classes de la société comptent leurs *« étapes du développement en semaines, tandis qu'avant ils las comptaient en demi-siècles »*[9]. Dans un sens similaire, Engels a caractérisé que la révolution était un *« un agent si puissant du progrès social et politique (...) qu'elle fait que la nation parcourt dans cinq ans plus de chemin qu'elle ne le ferait dans un siècle dans des circonstances normales »*[10]

Cet aspect a été entièrement partagé par une autre grande figure du marxisme révolutionnaire, Rosa Luxemburg, qui a enrichi le bagage théorique du marxisme en étudiant les nouveaux développements de la lutte de classes à la fin du XIXe siècle et le début du XXe.

Dans l'un de ses plus brillants textes, *Grève de masses, parti et syndicats*, Luxembourg utilise de manière extraordinaire la méthode d'analyse marxiste à partir de la lutte de classes et hors de tout schéma vulgaire[11]. Dans ce travail elle met à jour

---

8 - Engels, Friedrich. Révolution et contrerévolution en Allemagne. Editorial Polémica. Buenos Aires, 1976: p. 11.

9 - Marx, Karl. *La lutte des classes en France*. Ediciones Luxemburgo. Buenos Aires, 2007: p. 185.

10 - Engels, Friedrich. *Révolution et contrerévolution en Allemagne*. Editorial Polémica. Buenos Aires, 1976: p. 54-55.

11 - Il faut signaler que dans ce texte Luxembourg soulignait beaucoup les limites du parti

l'élaboration du marxisme à la lumière de la révolution russe de 1905, où la classe ouvrière a formé les premiers soviets de l'histoire et a développé une grève de masses contre l'absolutisme tsariste. Cette révolution a été battue, mais elle a ouvert un débat stratégique dans toute la social-démocratie européenne par rapport à la viabilité de cette méthode de lutte.

Luxembourg participe au débat en posant encore une fois la position marxiste sur la grève générale ou de masses, qui avait auparavant été rejeté par Engels dans ses controverses avec l'anarchisme espagnol. Dans ce débat en particulier, Engels s'était positionné correctement contre l'ultra gauchisme de l'anarchisme, qui défendait une formulation abstraite de grève de masses pour en finir d'une fois pour toutes avec la domination bourgeoise, tout en rejetant tout type d'intervention politique du mouvement ouvrier dans les espaces parlementaires bourgeois (ce que Trotsky a appelé « crétinisme anti parlementaire »).

A partir de cette position d'Engels, la social-démocratie allemande avait pris une position de rejet par « principe » de la grève de masses comme méthode de lutte révolutionnaire. Luxembourg a tenu une position complètement différente, défendant que la révolution russe exigeait une reformulation de cette position, étant donné que la grève générale de 1905 avait surgi de la classe ouvrière elle-même comme méthode de lutte pour exiger au tsarisme des droits démocratique-bourgeois qu'il lui refusait (très différente de la politique artificielle de grève prônée par l'anarchisme).

Pour Luxembourg, les *méthodes de lutte sont des créations historiques spécifiques du mouvement ouvrier*, qui doivent être évalués selon leur fonctionnalité par rapport à la lutte de classes, c'est-à-dire, ils sont valides s'ils correspondent à l'évolution politique du prolétariat et renforcent la lutte du mouvement ouvrier : « *on ne peut comprendre ou discuter la question sur la base de spéculations abstraites sur la possibilité ou l'impossibilité, sur l'utile ou le nuisible de la grève de masse. Nous devons examiner les facteurs et les conditions sociales qui ont été à l'origine la grève de masse au stade actuel de la lutte de classes. En d'autres termes,* ***il ne s'agit pas de faire une critique subjective de la grève de masse avec la perspective de ce qui est souhaitable, mais de rechercher les racines objectives de la grève de masse sous la perspective de ce qui est historiquement inévitable*** ».[12]

Luxembourg reprend donc, un critère fondamental dans son analyse de la lutte des classes, qui consiste à clarifier la portée et les limites des processus en cours, qui

---

révolutionnaire en tant que direction révolutionnaire, puisqu'elle a toujours surdimensionné la portée du « spontanéisme » dans le mouvement ouvrier.

12 - Luxembourg, Rosa. *Grève de masse, parti et syndicat.* Editorial Pluma. Bogota, 1979: p. 249

sont conditionnés par une combinaison de facteurs objectifs et subjectifs. Dans sa démarche, les méthodes de lutte et les catégories politiques ne sont pas des simples dénominations techniques, mais elles sont déterminées historique et politiquement : « *C'est donc aussi impossible de 'propager' la grève de masse comme moyen abstrait que de propager la 'révolution'. La 'révolution', comme la 'grève de masse', est une forme externe de la lutte de classes, qui ne prend sens et signification que dans certaines situations politiques* »[13]

Enfin, un autre aspect enrichissant dans l'analyse de Luxembourg, est sa correcte approche internationaliste face aux processus de la lutte de classes. Dans sa lutte contre l'inertie conservatrice qui prévalait dans la bureaucratie syndicale et l'appareil du Parti Social-Démocrate allemand, Luxembourg a eu recours aux expériences les plus avancées du mouvement ouvrier européen comme point d'appui stratégique. Pour la révolutionnaire polonaise, c'était nécessaire que le mouvement ouvrier s'appropriât de chaque processus de la lutte de classes pour améliorer sa capacité à triompher dans la lutte contre la bourgeoisie: « *C'est beaucoup plus important que les ouvriers allemands apprennent à voir la Révolution Russe comme une question propre, non seulement dans le sens de la solidarité internationale avec le prolétariat russe, mais avant tout comme un chapitre de leur propre histoire sociale et politique* ».[14]

Ce retour sur la méthode d'analyse stratégique avec laquelle les auteurs du marxisme révolutionnaire ont interprété les développements de la lutte des classes, est pertinent parce qu'aujourd'hui c'est commun de voir les courants marxistes réaliser des caractérisations politiques à partir de leurs « manuels de poche », qui dépolitisent les nouvelles générations militantes dans leur analyse et leur capacité de penser. C'est pour cela qu'il nous semble essentiel de souligner que, dans la meilleure tradition du marxisme révolutionnaire, la lutte des classes est assumé comme un processus d'accumulation d'expériences, qui acquièrent leur vrai sens dans un angle stratégique et non pas à partir de l'énonciation de catégories sans aucun contenu historique spécifique, comme cela arrive souvent avec le mot « révolution ».

La centralité de la classe ouvrière: sur les fins et les moyens de la révolution socialiste

L'action indépendante du prolétariat à partir de la seconde moitié du XIXe siècle et, par la suite, son approfondissement avec le développement des révolutions ouvrières

13 - *Ibid.*, p. 249.
14 - *Ibid.*, p. 312.

dans la première moitié du XXe siècle (notamment la Révolution Russe de 1917), ont montré la puissance historique de la classe ouvrière comme sujet social de la révolution socialiste.

Ce n'est pas surprenant donc que, malgré la distance temporelle entre des auteurs tels que Marx, Engels, Lénine et Trotski, ou Luxembourg, dans leurs principaux ouvrages politiques ils coïncident dans une prémisse d'ordre stratégique: *la centralité de la classe ouvrière comme condition indispensable pour que les révolutions suivent un cours vraiment socialiste.*

Contrairement à toute interprétation objectiviste ou substituiste (dans le sens de « substituer » la classe ouvrière, soit avec le parti, soit avec d'autres classes ou fractions de classe) de la révolution, pour les auteurs classiques du marxisme révolutionnaire le socialisme est un processus de transformation sociale, où la conscience révolutionnaire de la classe ouvrière joue un rôle central dans sa construction. C'est en raison de la tension finaliste qui traverse le marxisme, où les buts et les méthodes ont une relation dialectique. Ainsi, l'objectif d'atteindre l'auto-émancipation de l'humanité de toute forme d'exploitation et d'oppression sociale, doit être traversée par l'expérience et la centralité de la classe ouvrière dans la lutte révolutionnaire.

Selon ce critère d'analyse, Marx a différencié catégoriquement la dynamique de la révolution ouvrière de celle des révolutions bourgeoises antérieures, puisque leurs buts et leurs méthodes étaient diamétralement opposés. En s'appuyant encore une fois sur l'expérience des révolutions bourgeoises de la moitié du XIXe siècle, Marx soutenait que *« Si les conditions de la guerre entre les Nations ont changé, celles de la lutte de classes ne l'ont moins fait. Le temps des attaques par surprise, des révolutions menées par des petites minorités conscientes à la tête des masses inconscientes, est passé. Lorsqu'il s'agisse d'une transformation complète de l'organisation sociale les masses doivent intervenir directement, ils doivent avoir déjà compris par elles-mêmes de quoi il s'agit, pourquoi ils donnent leur sang et leurs vies ».*[15]

Bien que les révolutions bourgeoises aient commencé comme des mouvements de masses progressives contre les monarchies absolutistes, leur potentiel révolutionnaire a résulté très petit puisque leur but était d'installer au pouvoir une autre classe propriétaire, la bourgeoisie. Pour cette raison, « l'inconscience » des masses a été une caractéristique fonctionnelle aux fins des révolutions bourgeoises, puisqu'elle a permis qu'une classe minoritaire et propriétaire comme la bourgeoisie, instrumentalisât en sa faveur la force révolutionnaire de toutes les classes exploités et opprimés par la monarchie.

---

15 - Marx, Karl. *La lutte des classes en France*. Ediciones Luxemburgo. Buenos Aires, 2007: p. 116-117.

Contrairement à cette perspective, Marx affirme que la révolution socialiste réclame une *« transformation complète de l'organisation sociale »*, ce qui a introduit de nouvelles coordonnées pour le développement de la lutte des classes, où la conscience politique des masses et la centralité de la classe ouvrière sont essentielles pour construire cette nouvelle forme de société.

La Commune de Paris en 1870-71 a montré la justesse de ce point de vue avancé par Marx. Au cours de cette expérience révolutionnaire, le prolétariat parisien a développé la première tentative d'établir un Etat ouvrier, ce qui représentait une avancée politique par rapport à son rôle dans les révolutions bourgeoises. Bien qu'il fut vaincu et brutalement réprimé par la bourgeoisie française et prussienne, cette expérience a fourni des grands enseignements à la théorie marxiste de l'État et de la révolution.

Ainsi par exemple, dans *La guerre civile en France*, Marx concentre son analyse de la Commune dans les processus d'organisation du prolétariat parisien, remarquant que *« la Commune était, essentiellement, un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte de la classe productrice contre la classe propriétaire, la forme politique enfin découverte pour effectuer à son intérieur l'émancipation économique du travail »*[16] et plus loin, il conclut que la *« grande mesure sociale de la Commune a été sa propre existence, ses travaux. Ses mesures concrètes ne pourraient qu'exprimer la ligne de conduite d'un Gouvernement du peuple par le peuple.»*[17]

Compte tenu de ce qui précède, il est clair que pour Marx la nature ouvrière de la Commune résulte de la congruence entre l'objectif de réaliser *« l'émancipation économique du travail »* et la *« forme politique »* ou le moyen employé pour y parvenir, ce qui serait le *« gouvernement de la classe ouvrière, fruit de la lutte de la classe productrice contre la classe propriétaire »*

Au cours de la révolution espagnole Trotski a présenté des conclusions similaires dans ses controverses avec la politique du « front populaire » du stalinisme. Selon Staline et ses disciples de l'Internationale Communiste, il était justifiable d'hypothéquer l'indépendance politique de la classe ouvrière à travers des pactes avec la bourgeoisie « progressiste » ou « Républicaine », car elle permettrait d'atteindre une plus grande liberté démocratique. De cette façon, le stalinisme a construit sa politique pour l'Espagne avec des critères totalement différents à ceux de Marx, en séparant formellement les fins (les libertés démocratiques) des moyens (la centralité ouvrière dans la lutte des classes).

Face à cela, Trotski soulignait la relation nécessaire entre les conquêtes démocratiques et la centralité de la classe ouvrière dans la lutte pour leur réalisation, pour avancer vers le socialisme*: « Lénine disait même que le prolétariat russe était arrivé en*

---

16 - Marx, Karl. *La guerre civile en France.* Editorial Progreso. Moscú, 1976: p. 236.
17 - *Ibid.*, p. 241.

octobre 1917 au pouvoir, avant tout, comme agent de la révolution bourgeoise-démocratique. Le prolétariat victorieux a commencé en résolvant les problèmes démocratiques, et, peu à peu, par la logique de sa domination, a posé les questions socialistes (...) après que la classe ouvrière a pris le pouvoir, les fins démocratique du régime prolétaire deviennent inévitablement socialistes. La transition organique et par évolution de la démocratie au socialisme n'est concevable que sous la dictature du prolétariat. »[18]

Pour Trotski, le facteur déterminant du processus révolutionnaire est la centralité de la classe ouvrière, parce que par le biais de la *« logique de sa domination »*, la perspective de transition vers le socialisme s'ouvre. Ceci est fondamental pour comprendre l'un des postulats de la théorie de la révolution permanente de Trotski, parce que la transition de la révolution démocratique vers la révolution socialiste se produit à partir d'une combinaison dialectique entre la nécessité de résoudre les tâches démocratiques que le capitalisme structurellement ne peut pas résoudre, mais à partir de la classe ouvrière au pouvoir.

Comme on peut voir, pour Marx et Trotski il y a une relation dialectique entre les résultats obtenus, les sujets sociaux et les méthodes: *le quoi, le comment et le qui effectue les tâches révolutionnaires.* A Socialisme ou Barbarie, nous avons insisté sur cet angle stratégique afin d'évaluer la portée et les limites des processus révolutionnaires, parce que l'expérience des révolutions anticapitalistes d'après-guerre a montré que, sans la centralité de la classe ouvrière avec ses partis et ses organes de lutte, aucune transition vers le socialisme n'a commencé, tout au plus ce qui a été mis en place a été une série d'États bureaucratiques qui ont exproprié la bourgeoisie et l'impérialisme, mais qui après quelques décennies, ont été (ou sont sur la voie de l'être) réabsorbés par le capitalisme.

Et c'est tout un débat avec l'ensemble des courants du trotskisme, parce qu'ils revendiquent encore tout le bagage théorico-politique du trotskisme l'après-guerre qui a caractérisé qu'il y avait des révolutions socialistes avec la « absence » de la classe ouvrière, car elles ont été déterminées par les tâches objectives et la pression de l'impérialisme mondial. À ce sujet, dans un texte précédent de notre courant, nous disions que la *« révolution socialiste ne peut pas être réalisée comme un produit des 'circonstances objectives' des 'tâches' qu'elle est censé accomplir*, indépendamment du fait que la classe ouvrière en tant que telle n'ait pas de pouvoir de décision sur la révolution où sur comment ces tâches sont accomplies. *Dans le cas de la révolution proprement socialiste, il y a nécessairement une relation dialectique entre les tâches,*

---

18 - Trotski, Leon. *La Révolution Espagnole.* Editorial El Puente. P. 75-76

le sujet et les méthodes par lesquelles celles-ci sont accomplies. »[19]

Enfin, il est important d'ajouter que la conceptualisation du « rôle central de la classe ouvrière » dans la révolution, ne s'arrête pas à souligner unilatéralement l'action indépendante de la classe ouvrière, mais elle renvoie aussi à un autre élément d'importance tactique énorme dans les processus révolutionnaires : *comment étendre l'hégémonie du prolétariat sur les autres classes sociales opprimées dans le capitalisme ?*

Engels a soulevé avec grande acuité que toutes les révolutions présentaient deux « moments » caractéristiques. Le premier était l'unité de toutes les classes révolutionnaires et qui s'opposaient à un ennemi commun, tandis que le second était caractérisé par un intense processus de différenciation politique et sociale après le triomphe de la révolution[20]. Et au cours de cette phase de différenciation entre les classes, le prolétariat devait gagner le soutien de l'ensemble des exploitées et des opprimées pour la révolution socialiste, afin de ne pas être socialement isolé lors de sa confrontation contre la bourgeoisie.

Cette remarque d'Engels a été confirmée à maintes reprises tout au long des XIXe et XXe siècles. Par exemple, dans le cadre des discussions sur la montée du fascisme en Allemagne et sur comment l'affronter du point de vue de la classe ouvrière, Trotski a polémiqué avec la politique populiste que prônait le stalinisme de dissoudre le programme du prolétariat dans la conception du « peuple », ou ce qui est le même, de effacer la centralité de la classe ouvrière : *« Afin que la nation puisse être reconstruite autour d'un nouveau noyau de classe, il faut la reconstruire idéologiquement, et ceci ne peut être réalisé que si le prolétariat ne se dissout pas dans le 'peuple', dans la 'nation', mais développe un programme pour sa propre révolution prolétarienne et force la petite bourgeoisie de choisir entre deux régimes. Le mot d'ordre de révolution populaire engourdisse la petite bourgeoisie, mais aussi des grands secteurs de la classe ouvrière, les rapproche avec la structure bourgeoise-hiérarchique de 'peuple' et ralentit leur libération. »*[21]

En bref, la centralité de la classe ouvrière doit être comprise comme une intervention directe et consciente du prolétariat dans la révolution, pas en tant qu'individus dilués dans le « peuple », mais comme une classe pour elle-même et qui projet vers l'ensemble des secteurs exploités et opprimés l'alternative socialiste.

---

19 - Saénz, Roberto. *Las revoluciones de posguerra y el movimiento trotskista*. Revue Socialisme ou Barbarie 17-18. Buenos Aires, 2004: p. 56.

20 - Engels, Friedrich. *Révolution et contrerévolution en Allemagne*. Editorial Polémica. Buenos Aires, 1976: p. 56.

21 - Trotski, León. *Révolution et fascisme en Allemagne*. Editorial Antídoto. Buenos Aires, sin data: p. 99.

L'effondrement de la démocratie bourgeoise

Un trait distinctif de tout processus de révolution sociale est l'installation d'une dialectique de révolution/contre-révolution, où les contradictions de classe sont tendues au maximum et il n'y a pas place pour des solutions institutionnelles. Dans ces conditions, les affrontements politiques sont résolus par la force, c'est-à-dire, *par l'écrasement physique de l'adversaire de classe.*

En ce qui concerne le capitalisme, cela signifie que le Parlement (en tant que synthèse institutionnel du régime démocratique-bourgeois) ne garantit pas la domination de la classe bourgeoise, et donc les capitalistes exercent leur domination avec des méthodes dictatoriales, où l'ensemble des droits « démocratiques » sont supprimés.

Tout au long du XXe siècle, il y a eu différentes périodes historiques où des scénarios de ce type se sont produits. Par exemple, Trotski a analysé cette dialectique de révolution/contrerévolution au cours de la décennie des années trente, où il y avait une véritable crise de la domination du capitalisme à la suite de la combinaison de la « Grande Dépression » avec le déclenchement de processus révolutionnaires dans des pays comme l'Allemagne, l'Espagne et la France.

Cela a conduit, selon les termes de Trotski, à un vrai « effondrement de la démocratie bourgeoise », puisque dans tous ces pays il n'y n'avait aucune possibilité d'une issue parlementaire, et les alternatives qui se posaient dans ces pays (et bien d'autres) étaient soit la révolution socialiste, soit le fascisme. Pour cette raison, Trotski résume la dynamique politique de l'Europe après la Première Guerre Mondiale en disant que, à l'exception de la Russie où la classe ouvrière avait amené jusqu'au bout sa révolution et avait pris le pouvoir, dans d'autres pays, *« le Parlement a montré ne pas être en mesure de concilier les contradictions de classe et d'assurer le déroulement pacifique des événements.* ***Le conflit a été résolu avec les armes à la main.*** *»*[22]

Et cela, nous insistons, n'a pas été un épisode de plusieurs semaines ou mois, mais la marque indélébile d'un cycle historique qui a eu son apogée dans les années 1930, où le combat entre le fascisme et la révolution a acquis sa plus grande profondeur. C'est important d'avoir conscience de cela, car ceci montre que la catégorie « révolution » ne peut pas être employée de façon indiscriminée, étant donné qu'elle a une densité historique, stratégique et politique que les marxistes révolutionnaires ne pouvons pas ignorer.

Continuant avec Trotsky, dans ses écrits sur l'Allemagne il a souligné que le capitalisme peut être compris à partir de trois grandes phases historiques, qui repré-

---

22 - Trotski, León. *Révolution et fascisme en Allemagne*. Editorial Antídoto. Buenos Aires, sin data: p. 99.

sentaient un modèle de rapport déterminé de la bourgeoisie avec le petite bourgeoisie et, par le biais de cette classe, avec le prolétariat : *« l'aube du développement capitaliste, quand la bourgeoisie utilisait des méthodes révolutionnaires pour réaliser ses taches ; la période de floraison et de maturité du régime capitaliste, quand la bourgeoisie a donné à sa domination des formes ordonnées, pacifiques, conservatrices, démocratiques ; enfin, le déclin du capitalisme, lorsque la bourgeoisie est contrainte d'utiliser des méthodes de guerre civile contre le prolétariat pour protéger son droit à l'exploitation. »*[23]

Comme on peut voir, la dialectique de révolution/contrerévolution implique que la bourgeoisie abandonne ses manières « démocratiques » et qu'elle se tourne directement vers des *« méthodes de guerre civile contre le prolétariat afin de protéger son droit à l'exploitation »*. Plus catégoriquement, *la bourgeoisie ne tente pas de coopter la révolution par le biais de mécanismes institutionnels qui, dans des circonstances normales, la démocratie bourgeoise lui permet de déployer,* puisque la situation ne peut pas être résolue avec un simple changement du « personnel politique » de la bourgeoisie. Selon Trotski où *« les fondements de la société elle-même sont en jeu, l'arithmétique parlementaire ne décide rien. Le point crucial est la lutte. »*[24]

Tel est le contexte stratégique de la définition avec laquelle Lénine synthétisait des situations révolutionnaires : *quand ceux d'en bas ne veulent plus être gouvernés et quand ceux d'en haut ne peuvent plus gouverner.*

Ici Lénine combine les éléments objectifs, comme la crise de la classe dirigeante et du système parlementaire, avec ceux de caractère subjectif, qui seraient la force politique de la classe ouvrière et de « ceux d'en bas » en tant qu'ils se posent le renversement de la bourgeoisie. Un angle très similaire à celui de Trotski lorsqu'il soulignait que chaque situation révolutionnaire ***« met le prolétariat en face du problème immédiat de la prise du pouvoir ».***[25]

Un aspect final à développer, est que dans la dialectique de révolution/contrerévolution la lutte pour la direction politique des classes moyennes est cruciale, car c'est un élément qui pèse pour définir la corrélation des forces en faveur de l'un ou de l'autre des camps belligérants.

Comme nous l'avons expliqué dans la section précédente, pour le prolétariat c'est important de gagner politiquement les classes moyennes pour ne pas être isolé socialement et politiquement lors de sa confrontation avec la bourgeoisie. Mais aussi parce que la bourgeoisie lance une offensive pour utiliser ces secteurs dans son entreprise

---

23 - Trotski, León. *Où va la France?* Editorial Antídoto. Buenos Aires, 2005: p. 14.
24 - *Ibid*., p. 202.
25 - *Ibid*., p. 22

contrerévolutionnaire. La base de cela est que bourgeoisie est une classe économiquement très puissant, mais socialement minoritaire. De là que, historiquement, elle a exercé son commandement de classe par le biais de relations définies avec la petite bourgeoisie, qui lui a servi d'intermédiaire pour contrôler le prolétariat.

De cette façon, la domination des capitalistes est plus « indirecte », par l'intermédiaire d'autres classes ou des représentants politiques (son personnel au pouvoir) embourgeoisés: « *Les programmes politiques caractéristiques de ces trois étapes*, jacobinisme, démocratie réformiste (y compris la social-démocratie) et fascisme, *sont fondamentalement des programmes de courants petits-bourgeois. Ce fait, plus que tout autre, démontre l'importance énorme - encore plus, décisive - qu'a l'autodétermination des masses populaires petites-bourgeoises pour l'avenir de la société bourgeoise*. »[26]

En bref, dans la dialectique de révolution/contrerévolution le débordement de la démocratie bourgeoise arrive, les conflits de classes sont réglés par la confrontation directe et la lutte pour les classes moyennes est décisive pour le triomphe de la révolution, ou, le cas échéant, de la contrerévolution.

La perspective de la prise du pouvoir: grève générale, organes de pouvoir et parti révolutionnaire

Certainement les méthodes de lutte et les formes d'organisation qui assume chaque processus révolutionnaire varient selon les cas et, en outre, sont conditionnées par les traditions de lutte du mouvement ouvrier et populaire en question.

Mais le parcours historique de la lutte des classes montre *qu'il y a des formes de lutte politique inhérentes aux révolutions avec une centralité de la classe ouvrière*, qui expriment les caractéristiques d'une classe sociale qui, en dehors de leurs origines différentes, partage une même place dans la production capitaliste.

Par exemple, durant la première moitié du XXe siècle les principales révolutions ouvrières se sont produites (la révolution russe de 1917 entre elles), dans lesquelles la classe ouvrière a développé des méthodes de lutte et des instances de organisation conformes à la situation politique, c'est-à-dire, dans la perspective de la prise du pouvoir.

Tout d'abord, *la grève générale ou de masse*s. Comme expliqué précédemment, la première véritable expérience de ce type de grève a eu lieu pendant la révolution russe de 1905. Et dès ce moment elle fut incorporé au « capital politique » du mouvement ouvrier, comme l'une des méthodes de lutte la plus radicale et symptomatique

26 - *Ibid.*, p. 211

d'un approfondissement dans la conscience du prolétariat.

Luxembourg caractérisait que *« dans le période de la grève de masses le facteur politique et le facteur économique (...) sont simplement deux aspects entrelacées de la lutte de classe prolétarienne en Russie. Et son unité est constituée précisément par la grève de masses. »*[27]

Précisément *cette unité entre les demandes économiques et politiques est le trait distinctif de toute grève générale ou de masse,* et c'est pourquoi toute sa dynamique conduit à déborder l'ordre bourgeois. Sa profondeur politique réside dans le fait qu'elle parvient à unifier les revendications syndicales avec les intérêts de l'ensemble de la société.

Un critère semblable a été défendu par Trotski, pour qui la « *grève générale n'est possible que quand la lutte des classes s'élève au-dessus de toutes les exigences individuelles et corporatives (...) efface les frontières entre les syndicats et les partis, entre légalité et illégalité et mobilise activement la majorité du prolétariat, en l'opposant à la bourgeoisie et à l'État. Au-dessus de la grève générale il ne peut y avoir que l'insurrection armée*. »[28]

Alors le caractère « général » de ce type de grève, réside dans le fait qu'elle oriente la lutte de la classe ouvrière et de tous les exploités et opprimés contre la domination de la bourgeoisie. Dans ce sens, la grève générale concentre des revendications pour modifier l'ensemble de la société, ce qui introduit une nuance révolutionnaire dans la lutte de classes.

Cela diffère complètement avec la dynamique des grèves économiques ou revendicatives, qui se caractérisent par leur caractère partiel (relatives à un secteur spécifique de la classe ouvrière) et qui ont un profil ouvertement réformiste, puisqu'elles ont pour but de renégocier les conditions d'exploitation de la classe ouvrière (un meilleur salaire ou pension). Gramsci a exposé cette limitation stratégique du syndicalisme, indiquant que ce n'était pas un moyen approprié pour atteindre l'objectif de la révolution ouvrière, parce que c'était *« une simple forme de la société capitaliste et non comme un dépassement potentiel de la société capitaliste. Il organise les ouvriers, non en tant que producteurs, mais en tant que salariés, c'est-à-dire en tant que créatures du régime capitaliste de propriété privée ; en tant que vendeurs de la marchandise-travail (…) le syndicalisme unit les ouvriers selon les formes qu'impose le régime capitaliste, le*

---

27 - Luxembourg, Rosa. *Grève de masse, parti et syndicat.* Editorial Pluma. Bogota, 1979: p. 285 - 286. Bien que Luxembourg parle de l'expérience russe de 1905, cette conclusion peut être généralisée comme un trait de toute grève générale.

28 - Trotski, León. *Où va la France?* Editorial Antídoto. Buenos Aires, 2005: p. 81.

régime de l'individualisme économique »[29]

C'est pourquoi la grève générale est une méthode de lutte qui se produit seulement dans des conditions très particulières de polarisation de la lutte des classes et déclenche généralement une *crise révolutionnaire*. Ceci parce qu'elle met la bourgeoisie dans une situation où celle-ci perd le contrôle sur des larges secteurs de la production et du territoire qu'elle administre et en même temps, ouvre la possibilité de la prise de pouvoir par le prolétariat. Son point de départ est un échelon supérieur dans la conscience du prolétariat qui, contre toutes les inerties corporatives et les pressions conservatrices, assume une lutte pour changer l'ensemble des relations sociales dans l'État.

Une autre caractéristique de la grève générale est que des larges secteurs de la classe ouvrière commencent à déborder par la gauche le contrôle de la bureaucratie syndicale, qui fonde sa base politique dans la division interne du prolétariat, l'inertie corporative et les réflexes conservateurs du mouvement ouvrier en temps ordinaires. Et, c'est précisément au cours de grèves générales que le prolétariat surmonte ces limites et opère un saut dans sa conscience politique, et donc rentre dans une contradiction directe avec la logique des appareils bureaucratiques.

Face à cela, le prolétariat crée des organes de lutte qui, en accord avec la dynamique de la grève générale, transcendent le corporatisme étroit et assument le contrôle de la production et du territoire, en mettant en place une dynamique *de double pouvoir* face aux institutions de l'État bourgeois.

Dans un texte récent de formation politique de *Socialisme ou Barbarie*, le profil et la nature de ces organes est détaillé de la forme suivante : *« Il s'agit d'organes de lutte qui (...) prennent un caractère qui, en fait ou en droit, dépasse largement les revendications basiques et passe à jouer un rôle politique d'ensemble, en agissant en parallèle aux institutions du pouvoir de l'État discrédité et en décadence. C'est pourquoi l'une de leurs caractéristiques est leur capacité (...) d'aller vers des perspectives plus larges, au-delà des limites étroites de chaque syndicat et en prenant en compte*

---

29 - Gramsci, Antonio. « Syndicalisme et conseils » dans *Contrôle ouvrier, conseils ouvriers, autogestion* (compilation d'Ernest Mandel). Ediciones Era. México D.F., 1974: p. 210. Pour cela même il ne faut pas confondre la « grève générale » dans le sens que nous lui donnons ici, avec les « journées de grève interprofessionnelle » des bureaucraties syndicales, que, même si elles présentent un principe d'action collective de la classe ouvrière contre la classe capitaliste, de par le syndicalisme étroit de leurs objectifs, la passivité avec laquelle elles sont appelées et son caractère routinier, elles inhibent dès le début tout caractère révolutionnaire caractéristique de toute vrai grève générale.

les intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière et des autres exploités et opprimés ».[30]

Le cas le plus illustratif de ce type d'organes a été les soviets, qui ont émergé pendant la révolution russe de 1905 et ont réapparu plus tard dans la révolution de 1917. Mais ils ne sont pas un phénomène exclusivement russe, puisque les instances de ce type ont vu le jour dans différents pays au cours de la grève générale, comme ce fut le cas des conseils ouvriers à Turin en 1919-1920, ou dans le cas de l'Amérique latine au cours de la révolution bolivienne de 1952, où la Centrale Ouvrière Bolivienne s'est transformée en une coordinatrice révolutionnaire des organes de cette nature.

De cette façon, il existe un lien entre la grève générale et les organes de double pouvoir, dans la mesure où ils font partie de la forme-contenu d'un processus révolutionnaire avec centralité de la classe ouvrière. En outre, il est important de souligner que les deux émergent comme des réponses objectives face à l'aggravation de la confrontation de la classe ouvrière avec la bourgeoisie. En effet, dans les deux révolutions russes les soviets ont été créés comme un reflet de la classe ouvrière et non pas parce que les bolcheviks les impulsaient.

Mais une situation totalement différente se produit avec la construction des partis et des directions révolutionnaires, qui nécessitent un long processus de formation et de sélection des meilleures cadres politiques. Et leur importance réside dans le fait qu'ils jouent un rôle décisif dans la perspective de la prise de pouvoir, ce qui a été confirmé à plusieurs reprises par l'expérience historique.

La spontanéité des masses, même en situation de grève générale, en soi ne suffit pas pour construire un modèle alternatif et organique de société. La spontanéité a une grande potentialité, mais dénouée de l'accumulation historique de la lutte des classes, c'est-à-dire des victoires et des défaites de la classe ouvrière, de ses apprentissages stratégiques et des connaissances scientifiques sur le comportement des autres classes sociales, elle reste limitée.

Cela est dû au fait que la classe ouvrière et les secteurs exploités et opprimés apprennent directement dans l'action. Mais cet apprentissage empirique a des limites en soi, parce que les connaissances théoriques et scientifiques afin de potentialiser la lutte des classes ne se construisent pas spontanément : elles ont besoin d'une préparation et d'une synthèse préalables. Et c'est ici où rentrent en scène les partis révolutionnaires, en tant qu'organisations qui synthétisent l'expérience historique de la lutte des classes et réunissent les cadres politiques les plus avancés.

De ce qui précède découle une dialectique entre le mouvement ouvrier et les partis révolutionnaires, que Trotski synthétisait comme suit : *« On ne peut formuler l'intérêt*

---

30 - Sáenz, Roberto. *Science et Art de la politique révolutionnaire*. Editorial Antídoto. Buenos Aires, 2012: p. 79

de la nation que du point de vue de la classe dominante ou de la classe qui aspire à dominer. L'intérêt de classe ne peut être formulé qu'à travers un programme, de même qu'un programme ne peut être défendu qu'en créant un parti ».[31]

Dans ce sens, le parti et la direction révolutionnaire sont un ressort décisif pour le développement stratégique de la lutte des classes, parce que leur tâche est de *se métaboliser* avec le mouvement de masse. Mais cela se démontre dans l'intervention directe du parti révolutionnaire dans la lutte des classes, en prouvant dans les faits sa capacité à constituer une direction révolutionnaire: *« L'identité de principe entre les intérêts du prolétariat et les tâches du Parti Communiste ne veut pas dire ni que le prolétariat comme un ensemble soit conscient de ses intérêts actuels, ni que le parti formule ces intérêts, en toutes circonstances, de façon correcte. La nécessité du Parti découle précisément du fait que le prolétariat n'est pas né avec la compréhension immédiate de ses intérêts historiques.* ***La tâche du Parti est de démontrer au prolétariat en lutte, le droit de celui-ci à assumer la direction ».***[32]

Portées et limites du cycle universel de rébellions populaires

Ayant exposé ce qui précède, il est temps de résumer la discussion et de souligner les raisons pour lesquelles à *Socialisme ou Barbarie* nous caractérisons le processus actuel de la lutte des classes comme un cycle universel des rébellions populaires. L'utilisation de cette catégorie n'est pas arbitraire, mais nous le faisons avec une lecture stratégique du processus, c'est-à-dire, *la perspective de réintroduire la révolution socialiste dans le XXIe siècle.*

Un premier élément à souligner, est que les révoltes populaires représentent une rupture avec la situation mondiale qui a prévalu dans les décennies précédentes, où la tendance était de défaites et de reculs du mouvement de masses. Pour mieux illustrer cela, il ne faut que rappeler que pendant ces années les débats dans la gauche tournaient autour de la profondeur de la défaite et l'intelligentsia postmoderne disait qu'avec la chute du mur de Berlin la « fin de l'histoire » était arrivée.

Actuellement, la dynamique est complètement différente : *nous sommes dans un redémarrage de l'expérience historique des exploités et des opprimés, où un processus d'accumulation d'expériences se développe dans le cadre de la lutte des classes*. Par cette raison, qu'ils soient dans la gauche, dans le centre et même dans la droite impérialiste, les débats politiques actuels tournent autour de la portée historique des

---

31 - Trotski, León. Révolution et fascisme en Allemagne. Editorial Antídoto. Buenos Aires, sin data: p. 97

32 - Ibid., p. 99

processus de lutte.

Et cela est, sans aucune doute, la portée politique principale des révoltes populaires. Ils sont le terrain matériel où un laboratoire social pour l'apprentissage politique de l'avant-garde révolutionnaire, de la classe ouvrière, de larges secteurs des jeunes étudiants et travailleurs, des secteurs populaires et de l'ensemble de secteurs opprimés par le capitalisme se développe.

Un second aspect à souligner est son trait de « cycle universel ». Dans la tradition du marxisme révolutionnaire, la catégorie de cycle politique est une mesure temporaire où les caractéristiques politiques générales qui identifient tout un période de temps sont mises en avant. Dans le cas particulier des révoltes populaires, il s'agit de généraliser les traits qui déterminent (positivement ou négativement) le développement de la lutte de classe à l'heure actuelle. Pour cela il est nécessaire de combiner autant les facteurs objectifs que subjectifs, ce qui donne un point de départ pour généraliser les expériences de lutte.

Dans ce cas, quel est le contexte du cycle universel des révoltes populaires ? La crise économique capitaliste internationale est le facteur qui opère derrière la revitalisation de la lutte des classes. L'ampleur de la récession économique (y compris dans les pays du centre impérialiste) est la *base matérielle* qui explique la généralisation et la synchronie des luttes actuelles.

A partir de ces données structurelles, les rébellions populaires se caractérisent par les revendications spécifiques de chaque région ou pays, qui peuvent aller des revendications de type démocratique aux luttes contre les politiques d'austérité budgétaire. Pour cette raison, à Socialisme ou Barbarie, nous caractérisons le cycle *en fonction de l'expérience universelle de la lutte des classes* et non pas en segmentant artificiellement les processus de lutte par pays ou régions.

C'est pourquoi, sans oublier les inégalités de la lutte de classes en Europe, Moyen-Orient et Amérique, notre définition de « cycle universel des révoltes populaires » part d'un angle méthodologique classique du marxisme révolutionnaire: *aller au-delà l'étroitesse géographique des conflits et les analyser à partir d'une logique stratégique, en synthétisant leurs principales caractéristiques politiques qui déterminent l'ensemble de la lutte des classes dans la prochaine période.*

Mais toute cette énorme potentialité des révoltes populaires, est également traversée par des limites politiques importantes, en particulier au sujet *du retard des facteurs subjectifs qu'exprime encore la lutte des classes*. Cela est compréhensible puisque le cycle des révoltes populaires a été précédé de plusieurs années de défaites qui, inévitablement, ont laissé leur empreinte sur la conscience générale du mouvement ouvrier. Et il est essentiel que les courants marxistes révolutionnaires signalent ces limites avec une clarté totale, puisque c'est le point de départ pour apporter à leur

maturation progressive et dépassement politique.

Qu'entendons-nous par retard des facteurs subjectifs ? Dans la précédente édition de la revue *Socialisme ou Barbarie* nous expliquions que *« Lorsque nous évoquons le retard des facteurs subjectifs, nous ne parlons pas de l'envergure des affrontements en cours (en fait, il y a eu et il y a des situations de guerre civile en Libye et en Syrie); mais des facteurs qui, comme la centralité de la classe ouvrière, la conscience, les programmes, les organes du pouvoir et le poids des organisations politiques révolutionnaires, marquent l'émergence d'un scénario de révolution sociale.»*[33]

Donc quand nous caractérisions le cycle politique comme de **rébellions**, nous rendons compte du fait que bien que plusieurs de ces processus sont de grande intensité (en faisant tomber même des régimes dictatoriaux), ils n'arrivent pas encore à devenir des révolutions sociales contre la domination de la bourgeoisie comme classe sociale.

Nous avons expliqué précédemment qu'au cours de la décennie des années trente du XXe siècle, la lutte des classes a attendu une telle intensité qu'une dialectique de la révolution/contrerévolution a été instaurée, ce qui a produit un effondrement généralisé de la démocratie bourgeoise.

Dans le cas de l'actuel cycle de révoltes populaires ce n'est pas encore le cas, ce qui montre que nous ne sommes pas encore dans un processus de révolutions sociales. Au contraire, ce qui prévaut est une dialectique de rébellion/réabsorption, où la démocratie bourgeoise est précisément la médiation par laquelle les bourgeoisies locales et l'impérialisme désactivent les processus de rébellion populaire.

Peut-être le cas le plus éloquent est celui de l'Egypte. En janvier 2011 un soulèvement populaire superbe a éclaté, avec un épicentre géographique dans les centres urbains et une solide impulsion de larges secteurs de la jeunesse et l'incorporation au cours de son déroulement de secteurs de la classe ouvrière.

Les revendications du mouvement étaient dirigées contre le régime dictatorial dirigé par Moubarak et, d'ensemble, exprimaient le malaise face à la précarité des conditions de vie. Après plusieurs semaines d'intenses journées de lutte, l'impérialisme et les secteurs dominants égyptiens ont décompressé la rébellion avec une issue ordonnée, à travers laquelle ils ont renversé Moubarak mais laissé intactes les principales institutions du régime militaire, en commençant par l'armée elle-même.

La médiation pour réaliser ce dispositif démobilisateur a été l'appel à des élections démocratiques-bourgeoises, dans la perspective de mettre en place comme rechange les Frères Musulmans, un groupe fondamentaliste islamique qui ne reflète pas du tout

---

33- Rojo, José Luis. *« Un cycle de révoltes populaires traverse le monde ».* Revue *Socialisme ou Barbarie N°26*. Buenos Aires, 2012: p. 19

le processus de la rébellion populaire qui, dès le début, avait un caractère nettement laïque et avec une large participation des femmes à la Place Tahrir.

Lors de l'écriture de cet article, le pays est régi par Mursi des Frères Musulmans[34], qui impulse une rétrograde constituante fondamentaliste et antidémocratique, tant au niveau général des droits démocratiques-bourgeois, que du point de vue des droits d'organisation de la classe ouvrière. En bref, en Egypte le dispositif appliqué par la bourgeoisie et l'impérialisme est un exemple classique de « changer quelque chose pour que rien ne change », ce qui a été possible grâce au piège de la démocratie bourgeoise.

Un autre cas est celui de la Grèce. Dans ce pays le mouvement syndical, la jeunesse radicalisée et les secteurs populaires, ont mené des combats forts contre les plans d'austérité promus par l'Union Européenne, qui affectent les conditions de vie de la classe ouvrière et de l'ensemble de la population. Deux grèves générales de 48 heures ont été réalisées au cours de l'année 2011. Face à cette avancée du mouvement syndical, la bourgeoisie impérialiste de l'Union Européenne a essayé avec toutes ses forces de décompresser la situation à travers des élections, en concentrant les aspirations des travailleurs et des masses populaires de résoudre leurs problèmes en votant la centre-gauche de Syriza. Comme on sait, le résultat a été le triomphe du parti conservateur Nouvelle Démocratie (garant des plans d'ajustement), le renforcement de l'ultra droite de l'Aube Dorée et la démoralisation d'un secteur du mouvement de masses.

Comment peut-on expliquer que cela ait arrivé en Egypte et en Grèce ? C'est une démonstration dans les faits de l'immaturité politique qui caractérise d'ensemble le cycle des révoltes populaires, où l'expérience du mouvement de masses vient de redémarrer, et donc, c'est compréhensible que l'impérialisme et la bourgeoisie locale aient marge pour démobiliser avec la médiation démocratique-bourgeoise. En outre, le mouvement de masses doit faire sa propre expérience avec la démocratie bourgeoise de la main des directions réformistes ou fondamentalistes, comme une étape nécessaire pour en tirer les enseignements stratégiques en ce qui concerne les limitations de ces directions.

En ce qui concerne le qualificatif de « **populaires** », *il indique que les rébellions en cours n'ont pas une centralité de la classe ouvrière par le biais de ses organismes de lutte, ses programmes et ses partis*. Au contraire, la classe ouvrière intervient encore

---

34 - Depuis la publication originale de cet article, des mobilisations de masses contre le gouvernement Morsi ont eu lieu en Egypte, ce qui a eu comme résultat la chute de Morsi suite à un coup d'Etat militaire. Pour connaître notre position autour du coup d'Etat et des perspectives qui se sont ouvertes, nous suggérons la lecture des articles: *« La rébellion contre Morsi, le pharaon islamique néolibéral »* et *« Egypte - Le peuple ouvrier n'a pas besoin de 'tuteurs' »* , disponibles sur notre site internet: http://sobfrance.unblog.fr

dilué dans le « populaire » et non pas comme une classe pour soi. Et ce n'est pas un détail secondaire, puisque comme nous l'avons expliqué précédemment, *son intervention consciente est une prémisse déterminante pour que les rébellions actuelles se transforment en des révolutions sociales au vrai sens du terme.*

Précisément pour cette raison, malgré le caractère radical des rébellions (surtout dans le Moyen-Orient) elles n'ont pas encore avancé dans une perspective qui remette en question d'ensemble la domination de la bourgeoisie. Par exemple, de retour avec le cas de l'Egypte, il y avait certainement des secteurs des travailleurs qui ont combattu pour la chute de Moubarak (les travailleurs du Canal de Suez et des usines d'assemblage sont un exemple) et leur intervention a été décisive pour son renversement. Mais ils n'ont jamais intervenu avec une perspective indépendante, en proposant un programme alternatif au capitalisme égyptien et en formant des organes du pouvoir pour contrôler la production et le territoire.

Ici se démontre la relation qui prévaut entre les fins et les moyens pour réaliser la révolution socialiste. Pour mieux nous expliquer : la rébellion égyptienne a obtenu un triomphe démocratique en renversant Moubarak, mais la médiation par laquelle ce triomphe s'est matérialisé n'allait pas dans le sens de l'approfondissement du processus vers une révolution sociale, mais d'abord vers la survie du capitalisme égyptien et des intérêts de la caste militaire. C'est un exemple en temps réel de ce qui disait Trotsky concernant l'expérience de la révolution russe, où le transit de la révolution démocratique vers la socialiste était seulement possible grâce à la logique de domination effective de classe du prolétariat à travers ses organes du pouvoir.

Pour le cas européen la classe ouvrière a des traditions politiques et organisationnelles plus grandes qu'au Moyen Orient, ce qui explique qu'au cours des grandes mobilisations menées depuis plusieurs années dans les différents pays du continent, les organisations syndicales traditionnelles du mouvement ouvrier aient une plus grande présence. Même pour les cas de l'Espagne et la Grèce, ces mêmes centrales syndicales ont appelé à des grèves générales dans leurs pays respectifs.

Ces grèves générales reflètent-ils un processus avec centralité de la classe ouvrière ? En fait, non. Tout d'abord, parce que le contenu même de ces « grèves générales » est très loin de celui que Trotsky ou Luxembourg expliquaient dans la première moitié du XXe siècle. Par exemple, ces grèves sont appelées pour un ou deux jours maximum, ce qui freine d'emblée toute possibilité de déborder le régime démocratique-bourgeois, parce que leur but est de « gérer » la colère populaire, plutôt que de promouvoir son développement révolutionnaire. Dans le cas de la Grèce, il y a eu un ensemble de plusieurs grèves et grèves générales, qui en réalité n'ont fait qu'affaiblir les forces de la résistance ouvrière et populaire. Et dans le cas de l'Espagne, il suffit de dire que, dans le cadre de la grève des mineurs d'Asturie, les syndicats ont fait des manœuvres pour

appeler à la grève générale non pas lorsque les mineurs sont venus à Madrid et que la ville toute entière est allée les recevoir, mais plusieurs mois après (le 14 Novembre).

Deuxièmement, parce que la bureaucratie syndicale n'a pas encore été débordée par les travailleurs européens. Certainement il y a des contradictions croissantes entre les bases syndicales et leurs directions, ce qui explique en grande partie que ces bureaucraties organisent des journées de lutte du fait de la pression de ses membres. Mais le débordement politique de la bureaucratie exige un contenu organique, soit avec la construction d'organes de lutte hors des structures syndicales, soit avec la formation de courants lutte de classes qui disputent la direction des syndicats aux directions traditionnelles.

Enfin, un aspect qui montre le retard dans les facteurs subjectifs des révoltes, est le peu de représentativité qu'ont encore les partis révolutionnaires dans les processus populaires. Au sein même du mouvement de lutte persistent des anticorps contre la figure de parti, ce qui est aussi un héritage du période précédent. C'est le cas des mouvements de jeunesse comme les *Indignés* en Espagne, ou *Ocuppy Wall Street* aux États-Unis.

Le développement des courants révolutionnaires sera influencé (en plus de la logique de son accumulation de cadres internes) par un approfondissement de la crise économique et une plus grande polarisation politique dans les processus de lutte. Il s'agit d'une condition indispensable, car elle fait partie de l'expérience concrète que les masses exploités et opprimés doivent parcourir, en rentrant dans une plus grande contradiction avec les directions non révolutionnaires (bureaucratiques, réformistes ou islamistes) et avec la démocratie bourgeoise dans son ensemble.

Pour ce qui précède, à Socialisme ou Barbarie, nous avons caractérisé le processus comme de rébellion populaire et pas de révolution sociale. Il est fréquent chez les courants de gauche de considérer tout processus avec un certain degré de radicalité une « révolution ». Et cette utilisation à la légère du terme ne sert qu'à cacher les tâches stratégiques du moment, plutôt qu'à clarifier ou délimiter les portées et les limites du processus.

La compréhension politique des processus de la lutte des classes ne découle pas de les étiqueter selon des schèmes préconçus, mais de les analyser sous un angle stratégique. Parfois, cela peut donner lieu à des catégories plus ouvertes, mais c'est une méthode d'analyse beaucoup plus pédagogique et attachée aux critères du marxisme révolutionnaire.

Cela n'implique pas une attitude sectaire envers les processus actuels de la lutte des classes. En fait, nous avons insisté sur la valeur stratégique que les révoltes populaires ont, car elles créent des conditions pour que tous ces déficits soient corrigés, et elles peuvent être le véhicule pour réintroduire la révolution sociale anticapitaliste et

socialiste, où la centralité de la classe ouvrière soit clairement marquée, avec ses organes de lutte, son programme, etc.

Il s'agit de l'angle méthodologique avec lequel Trotski a interprété les processus de la lutte des classes dans les années trente, par opposition à l'analyse schématique du stalinisme. Par exemple, dans ses écrits sur la révolution espagnole Trotski explique en détail la nature et les perspectives que les situations intermédiaires dans la lutte des classes posent: *« S'il ne peut y avoir une révolution intermédiaire, un régime intermédiaire, il peut y avoir, au contraire, des manifestations intermédiaires de masse, des grèves, des manifestations et des affrontements avec la police et l'armée, des éclatements révolutionnaires (...) Quel est le sens historique possible de ces luttes intermédiaires ? D'une part, ils peuvent causer des changements démocratiques dans le régime républicain bourgeois, et de l'autre, ils peuvent préparer les masses pour la conquête du pouvoir, pour la création du régime prolétarienne. »*[35]

Et cela est précisément notre expectative en ce qui concerne le cycle des révoltes populaires : qu'il se transforme dans une expérience préparatoire pour un scénario de révolution sociale.

35 - 18 - Trotski, Leon. *La Révolution Espagnole.* Editorial El Puente: p. 93

Annexe: Les révoltes populaires et les débats stratégiques parmi les courants trotskistes

Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire (…) une erreur « sans importance » à première vue, peut entraîner les plus déplorables conséquences, et il faut être myope pour considérer comme inopportunes ou superflues les discussions de fraction et la délimitation rigoureuse des nuances. De la consolidation de telle ou telle «nuance» peut dépendre l'avenir de la social-démocratie russe pour de longues, très longues années.

Lénine. Que faire?

Le déclenchement des révoltes populaires soulève un certain nombre de discussions politiques entre les courants de la gauche révolutionnaire. La définition même du processus, sa portée et ses limites, ainsi que ses perspectives, font partie d'un débat que, outre l'analyse de la situation elle-même, condense des différents points de vue stratégiques sur la théorie de la révolution et la relance de l'alternative socialiste au XXIe siècle.

C'est pourquoi nous sommes d'accord entièrement avec la citation de Lénine qui ouvre cette section. Le débat politique fait partie intégrante de la tradition du marxisme révolutionnaire, où les différentes nuances stratégiques sont indispensables à la construction des courants révolutionnaires. En vertu de ce critère politique, Marx et Engels ont consacré tout le troisième chapitre du Manifeste Communiste à discuter avec les différentes variantes du socialisme de leur époque.

Nous allons débattre maintenant avec un courant trotskiste, le Parti des Travailleurs Socialistes (Fraction Trotskiste - Quatrième Internationale).

Entre des analogies historiques et le peu de stratégie révolutionnaire

Le PTS a comme élément distinctif la formulation de catégories descriptives et fragmentaires, avec lesquelles il ne généralise pas les traits politiques du période. Il

s'agit d'un sous-produit de sa revendication doctrinale de Trotski, qu'il combine avec un débat très sectaire et non politique avec le reste des courants du trotskisme. Les deux éléments composent l'identité « stratégique » du PTS, selon lequel *tous les courants trotskistes de l'après-guerre sont « centristes » parce qu'ils n'ont pas réussi à reprendre l'héritage de León Trotski, ce qui bien sûr a changé avec la fondation du PTS, qui a réussi à comprendre son ouvrage théorique et à rétablir la continuité de sa tradition militante.*

Pour cette raison le PTS analyse les processus contemporains de la lutte des classes avec une étroitesse théorique qui lui empêche d'interpréter dans le détail toutes leurs déploiements et nuances actuelles. Pour dire la vérité, sa méthode émule une sorte de « positivisme » trotskiste : décrire, décrire et décrire... mais sans étayer aucun élément conceptuel qui contribue à l'enrichissement du bagage théorique du marxisme révolutionnaire. Encore moins lorsque le regard s'étend vers le bilan des expériences non capitalistes du XXème siècle et les leçons que celles-ci ont donné, où ils ne font que répéter des définitions « consacrées » sans prendre soin de les comparer avec le développement réel de la lutte des classes.

Cela arrive précisément avec sa caractérisation du processus des révoltes populaires au Moyen-Orient comme un « printemps des peuples, » une dénomination ouvertement « journalistique » qui ne sert pas à établir une généralisation conceptuelle quelconque pour comprendre, *en termes stratégiques*, l'actuel cycle politique que traverse la lutte de classes internationale.

Une variante « critique » du trotskisme objectiviste d'après-guerre

Le courant de Moreno et l'ensemble des courants trotskiste de l'après-guerre ont fait une révision objectiviste[1] de la théorie de la révolution, révision qui a eu comme point commun la caractérisation des États issus des révolutions de l'après-guerre (avec ou sans révolution) comme « états ouvriers déformées ». Cette désignation était destinée à expliquer les processus révolutionnaires dirigés par des secteurs de la petite bourgeoisie qui avaient exproprié la bourgeoisie et l'impérialisme, en disant que des révolutions ouvrières et socialistes pouvaient être réalisées sans la centralité sociale et politique de la classe ouvrière.

---

1 - Dans d'autres textes nous avons critiqué les courants « subjectivistes » qui ont caractérisé une partie du mouvement trotskiste d'après-guerre et qui n'ont été pas du tout une alternative au noyau principal du mouvement.

Dans le cas du PTS, il critique également cette perspective comme « objectiviste » et pour cette raison, il caractérise l'ensemble des courants trotskistes de l'après-guerre comme « centristes ». Cependant, il trouve correct ce « schéma interprétatif » pour une période restreinte de quelques années, raison pour laquelle sa délimitation du noyau principal du trotskisme d'après-guerre se réduit à un problème de temporalité : *le PTS est une variante « critique » de cette reformulation objectiviste de la théorie de la révolution permanente !*

Même si le PTS a certaines critiques partielles contre le trotskisme objectiviste que nous partageons (comme sa controverse avec les « révolutions démocratiques » de Moreno), il formule dans l'ensemble une critique *sans substance* au « Trotskisme de Yalta », car il partage sa caractérisation selon laquelle dans l'après-guerre des « États ouvriers déformés » issus d'une combinaison « exceptionnelle » d'éléments objectifs ont surgi.

Voyons dans les mots du PTS comment il formule sa « critique » à Moreno: *« **Moreno dit que ce que Trotsky a envisagé comme une exception a été la règle générale dans l'après-guerre.** Les faits montrent que c'est absolument (sic) faux. La possibilité théorique du Programme de Transition s'est généralisée dans le période 43/48 et non dans tout l'après-guerre. Cette période a été vraiment exceptionnelle car elle a combiné une **ascension énorme des masses** par la résistance au fascisme **avec l'extrême faiblesse dans laquelle se trouvaient les principales puissances impérialistes, comme produit de la guerre dans un contexte de profonde crise économique** (hyperinflation) et des difficultés sans limites pour les masses (la faim et le rationnement de la nourriture dans le prolétariat et les classes moyennes). Aux conditions précédentes considérées dans l'hypothèse de Trotski (« guerres, défaite, krach financier, pression révolutionnaire des masses ») s'est ajouté l'élément paradoxal et imprévisible que **le stalinisme** (...) apparaissait comme le bourreau du nazisme, avec beaucoup de prestige et renforcé au sein du mouvement de masses et avec l'Armée Rouge occupant l'Europe de l'Est »*[2]

Ce qui précède montre que pour le PTS la différence « stratégique » avec Moreno ne se réfère pas à son postulat objectiviste selon lequel il y avait des révolutions « ouvrières » et « socialistes », dirigées par des directions petites-bourgeoises et sans la centralité de la classe ouvrière, mais se réduit à la délimitation temporelle de la période dans lequel cette situation exceptionnelle a eu lieu. C'est pourquoi cette discussion de « fond » du PTS avec Moreno se limite au fait que Moreno a généralisé

---

2 – Romano, Manolo. *Polémique avec la LIT et l'héritage théorique de Nahuel Moreno*. Revue *Stratégie Internationale N°3*. www.ft-ci.org. Décembre 93/Janvier 94.)

pour toute l'après-guerre ce que Trotski avait évoqué comme une conjecture théorique exceptionnelle, tandis que pour le PTS ces révolutions « socialistes » sans le rôle central de la classe ouvrière n'ont eu lieu que dans la période de 1943 à 1948, hypothèse qui lui permet de « démontrer » que Trotski avait raison lorsqu'il posait cette variable de révolutions comme une situation exceptionnelle…Le PTS est plus trotskiste que Trotski !

Même si le PTS pose une « nuance » temporelle à l'objectivisme de Moreno, il reste quand même tributaire de la caractérisation de « États ouvriers déformés » formulée par le trotskisme de l'après-guerre. Il met l'accent sur les conquêtes partielles que le prolétariat a remporté effectivement avec l'expropriation de la bourgeoisie, mais en analysant ces conquêtes de façon détachée du fait que, puisque la classe ouvrière n'était pas à la tête de ces Etats, *toute transition possible vers le socialisme était bloquée.* Même ces tâches qui ont été résolues de façon partielle (indépendance vis-à-vis de l'impérialisme, unification nationale, réforme agraire) n'ont pas du tout été des conquêtes définitives: la bureaucratie les a sapé dès le lendemain de l'expropriation de la bourgeoisie, ce qui a mené au désastre de la restauration des années 80-90.

Pire encore, il répète ces schémas doctrinaires non pas en temps réel (ce qui serait beaucoup plus justifié), mais un demi-siècle après, alors que nous avons déjà vu l'ensemble du « film ». Ainsi, le PTS reproduit la dissociation entre la fin et les moyens si caractéristique du trotskisme objectiviste, interprétant les « acquis sociaux » comme une fin en soi.

En outre, son objectivisme se distingue par un *formalisme* marqué : il ne se demande pas quelles étaient les vraies relations matérielles qui se développaient derrière les proclamations officielles qui consistaient à dire que la propriété était « de l'ensemble du peuple ». Ainsi, les relations juridiques de propriété énoncées dans la « Constitution » d'un certain « Etat ouvrier déformé », se placent pour eux au-dessus des rapports sociaux de production qui déterminent le quoi, le comment et le qui contrôle vraiment la production sociale. Selon cet angle *objectiviste « économiste »* qui met de côté les leçons du dernier siècle, le facteur déterminant pour caractériser un état comme ouvrier est si « légalement » la propriété est « socialiste et collective », même si en réalité le surplus social est administré et absorbé par la bureaucratie, et non pas par la classe ouvrière en tant que telle.

Pour justifier ce point de vue de « Etat ouvrier déformé » sans le prolétariat au pouvoir, le PTS assume pleinement les critères de Moreno et du trotskisme de l'après-guerre, selon lequel le facteur déterminant pour l'existence d'un État ouvrier était sa structure économique « socialiste » et son régime politique était quelque chose

de complémentaire ou variable.

Cette dualité entre la structure et superstructure, entre le caractère soi-disant « ouvrier » de l'Etat et sa déformation bureaucratique (dualité qui s'étend pendant des décennies, sans qu'il n'y ait aucune relation dynamique entre les deux termes) est le produit d'une fausse analogie avec le capitalisme, où la reproduction automatique de capital permet effectivement à la bourgeoisie de disposer de différentes formes de gouvernement, de la plus démocratique à la plus dictatoriale, sans que cela n'affecte le caractère bourgeois de l'État. La classe ouvrière n'est pas au pouvoir ; peu importe, le processus avance de toute façon vers le socialisme !

A Socialisme ou Barbarie nous ne sommes pas du tout d'accord avec cette perspective dualiste entre économie et politique dans les États ouvriers, puisque l'expérience historique a montré que ces États n'ont jamais avancé vers le socialisme, simplement parce qu'ils étaient gouvernés par un secteur social non ouvrier, la *bureaucratie*, ce qui a créé une forme non organique d'appropriation du surplus social au détriment de la classe ouvrière elle-même. Le résultat de ceci est la formation *d'États bureaucratiques à survivances prolétaires et communistes* qui, en quelques décennies, ont été réabsorbées par le capitalisme (ou sont en train de l'être), en rétablissant une forme d'exploitation de classes beaucoup plus organique et stable.

Cette perspective a été synthétisée dans le revue *Socialisme ou Barbarie N°22* par notre camarade Roberto Ramirez: « On ne peut pas **généraliser** *à toutes les formations économico-sociales (et encore moins à celles qui ont exproprié la bourgeoisie), une caractéristique qui est* ***presque exclusive*** *du capitalisme: à savoir, la* ***séparation extrême entre structure et superstructure****, entre les rapports de production et ceux de domination politique, entre l'économie et l'État, entre l'homme comme homo economicus (acheteur ou vendeur sur le marché de la force de travail, ce qui détermine la répartition fondamentale des classes de la société) et la fiction des « citoyens égaux » dans la sphère politique. Cela donne au capitalisme, dans la sphère politique, un caractère extrêmement 'flexible' qui n'ont pas eu - ni ne pouvaient avoir - d'autres formations précapitalistes ou post-capitalistes (...) Comme l'a expliqué Trotski, les raisons de cette différence sont que* ***le capitalisme peut se reproduire 'automatiquement'. Mais lorsque les capitalistes ont été expropriés des principaux moyens de production, la chose cesse d'être 'automatique'****. Le 'automatisme' avec lequel le capital garantit sa propre reproduction et valorisation est terminé. Quelqu'un doit non seulement commander et gérer le fonctionnement de la production et l'économie en général, mais aussi arriver à faire que les masses ouvrières travaillent avec une efficacité et une*

productivité qui puisse concurrencer avec le capitalisme.»[3]

Mais en plus d'être sans substance en termes stratégiques, la critique que le PTS formule au trotskisme objectiviste ne suffit pas pour comprendre la totalité des révolutions qui ont eu lieu dans la période de l'après-guerre. Par exemple, un grand nombre de révolutions réussies ont eu lieu après 1948, c'est-à-dire en dehors de la période de 1943-1948 que le PTS qualifie de « exceptionnelle » et qui a permis la formation de « Etats ouvriers déformés ». Ce sont les cas de la révolution chinoise de 1949, la cubaine 1959 et la vietnamienne en 1973. Toutes ces révolutions ont l'élément commun de l'expropriation de la bourgeoisie et l'établissement d'un gouvernement bureaucratique, qui, selon les critères de l'objectivisme, sont des critères suffisants pour les caractériser comme « Etats ouvriers déformés ».

Face à cela le PTS effectue une « manœuvre historique » sans valeur pour sauvegarder son « château de cartes » stratégique. Tout d'abord, il « relocalise » historiquement la victoire de la révolution chinoise en 1948-1949, en faisant appel à un point de vue du processus révolutionnaire pour préserver la validité de sa période « exceptionnelle »: *« Dans la révolution chinoise de 48-49, la défaite de son impérialisme oppressif principal dans la guerre, le Japon, avec l'existence d'une guérilla de masses paysanne dirigée par Mao, allié à Moscou et l'impossibilité pour les Etats-Unis d'intervenir, à la suite de sa crise d'après-guerre produit d'une poussée ouvrière dans son propre pays et le soulèvement des troupes américaines dans le monde entier contre la poursuite de la guerre. ».*

Deuxièmement, il dit que le reste des révolutions qui ont eu lieu en Asie font partie des conséquences « telluriques » de la révolution chinoise: *« Indochine, Corée du Nord, Viet Nam du Nord, ont été l'onde de choc de la révolution chinoise ».*[4]

Mais, en plus, le PTS semble oublier que dans les processus de l'Europe de l'Est, sauf dans la Yougoslavie, où une vraie révolution démocratique, nationale et anticapitaliste qui a vaincu l'armée nazi a eu lieu, dans le reste des pays les processus ont non seulement été « en froid », mais encore, la plupart des fois, **contre la volonté manifeste de ces populations**. Encore plus, les « démocraties populaires » et l'expropriation définitive de la propriété privée se sont produites à partir de 1949, hors de la période « exceptionnelle » dont parle le PTS et dans une autre conjoncture, avec le début de la Guerre Froide.

Il s'agit clairement d'une réponse qui ne parvient pas à expliquer toutes les

---

3 – Ramírez, Roberto. *Sur la nature des révolutions d'après-guerre et les états « socialistes »*. Revue *Socialisme ou Barbarie 22*. Buenos Aires, 2008: p. 234-236.

4 – Romano, Manolo. *Polémique avec la LIT et l'héritage théorique de Nahuel Moreno.* Revue *Stratégie Internationale N°3*. www.ft-ci.org. Décembre 93/Janvier 94.)

révolutions de l'après-guerre. Parce que même pas avec sa « manœuvre historique » le PTS ne réussit à faire rentrer pleinement la réalité dans ses schémas préconçus : *il suffit de souligner qu'il n'intègre pas la révolution cubaine dans sa période temporaire « exceptionnelle » ni dans la portée géographique de sa « onde de choc ».*

À notre avis, on ne peut pas « cacher sous le tapis » des discussions stratégiques sur la théorie de la révolution, soit en faisant appel à une « philosophie de l'histoire », comme c'est le cas du Moreno, soit avec l'invention de « parenthèses historiques » et « ondes de choc » qui vont au-delà de la stratégie révolutionnaire comme soutient le PTS. Il s'agit d'une méthode de débat et d'analyse qui ne garde aucune relation avec les meilleures traditions du marxisme révolutionnaire, où les processus de la lutte des classes doivent être interprétés *avec une perspective stratégique* sans oublier leur spécificité matérielle.

Par conséquent, nous soutenons que le PTS ne rompt pas politiquement et dans le programme avec les conceptions centrales du trotskisme objectiviste d'après-guerre. Et comme il n'arrive pas à poser un débat stratégique de fond avec l'héritage politique de Moreno et encore moins avec celui de Mandel, il tombe dans des controverses autour d'éléments tactiques. Certains des arguments présentés par le PTS contre ses prédécesseurs objectivistes sont certainement valables, mais ils ne permettent pas de mettre en place une perspective stratégique d'ensemble qui surpasse dialectiquement le trotskisme d'après-guerre.

C'est pourquoi à Socialisme ou Barbarie nous avons développé une discussion stratégique avec l'ensemble du trotskisme de l'après-guerre. Et stratégique se réfère à des éléments comme la centralité nécessaire de la classe ouvrière dans la révolution pour l'imprimer un cours véritablement socialiste, cours qui ne peut pas être « dribblé » par la lutte de classes même dans les circonstances ou les périodes de temps « exceptionnel ». Il s'agit, à notre avis, de la seule façon possible de faire un bilan sérieux du trotskisme de l'après-guerre et de relancer l'alternative socialiste au XXIe siècle : *« La 'exceptionnalité' de ces soi-disant révolutions ouvrières et socialistes sans classe ouvrière reste sans explication, même si on essaye de 'sauver' le problème en suggérant que, après ces conditions exceptionnelles, les choses retournent à la voie normale et pour exproprier la bourgeoisie, la classe ouvrière est nécessaire. Parce que pour mener la révolution proprement socialiste, la classe ouvrière est irremplaçable, mais c'est justement pour cela que les révolutions de l'après-guerre n'ont été ni ouvrières ni socialistes. Nous croyons que c'est la seule explication cohérente dans le cadre du marxisme, si on est à la recherche de faire un vrai bilan du trotskisme de l'après-guerre et de modifier les définitions et les théorisations erronées, qui étaient le résultat de la pression des événements »*[5].

L'inexplicable caractère pacifique de la restauration bourgeoise

Le PTS a récemment publié un texte intitulé « Dans les limites de la 'restauration bourgeoise' », qui donne continuité à son bilan « stratégique » des révolutions de l'après-guerre et introduit des éléments de caractérisation sur l'évolution contemporaine de la lutte de classe internationale. Bien qu'il contienne quelques estimations partielles auxquelles nous souscrivons, en termes généraux, c'est un texte sommaire et très peu conceptuel, qui s'articule autour d'analogies historiques qui ne clarifient pas les tâches stratégiques de la gauche révolutionnaire aujourd'hui.

Avec ce schème le PTS effectue une comparaison entre la restauration bourbonienne du début du XIXe siècle et la restauration bourgeoise dans les États de l'Europe orientale et dans l'URSS en 1989-1990. Il applique ensuite ce même modèle pour interpréter les processus actuels de la lutte des classes, en établissant une analogie entre le « printemps des peuples » qui a traversé l'Europe au XIXème siècle, et ce que le PTS appelle le « nouveau printemps des peuples » (en allusion aux processus de révolte populaire du Moyen-Orient).

Bien sûr, l'utilisation d'analogies historiques est tout à fait valable dans l'élaboration théorique du marxisme révolutionnaire. La question fondamentale est sous quel angle ces analogies sont utilisées. Et dans le cas du PTS c'est un angle doctrinaire qui se limite à « regarder en arrière » et à faire des descriptions des événements qui n'enrichissent pas politiquement. En réalité la finalité avec laquelle le PTS utilise ces analogies est de démontrer la validité de l'ère de la révolution socialiste ouverte avec la révolution russe de 1917 (ce avec quoi nous sommes d'accord), mais sans parvenir à donner une interprétation stratégique de l'évolution actuelle de la lutte des classes.

En ce qui concerne la caractérisation globale du processus, le PTS pose que « l'année 1989 est la date emblématique qui a couronné le début d'une troisième phase dans l'époque de crises, guerres, révolutions, dont la particularité peut être résumée en deux mots : 'restauration bourgeoise' ». Il ajoute également que « les manifestations de 1989-1991 ont conduit à la chute des régimes staliniens, mais avec un très faible niveau de subjectivité (...) De cette façon, ils ont pu être dirigées par des courants pro capitalistes avec le résultat de la restauration du capitalisme dans l'URSS, les États

---

5 - Saénz, Roberto. *Les révolutions d'après-guerre et le mouvement trotskiste*. Revue *Socialisme ou Barbarie* 17-18. Buenos Aires, 2004: p. 128)

d'Europe orientale et la réunification en termes capitalistes de l'Allemagne ».[6]

Jusqu'ici nous sommes d'accord avec le bilan du PTS. Comme nous l'avons expliqué précédemment, à Socialisme ou Barbarie nous caractérisons que les processus de 1989-1990 dans les pays d'Europe de l'Est ont été dirigés politiquement par l'impérialisme et la droite néolibérale. C'est pourquoi son résultat a été l'ouverture d'une période réactionnaire qui a marqué un fort recul du mouvement ouvrier et des courants de la gauche révolutionnaire.

Mais à partir de ce premier diagnostic correct, le PTS « retombe » dans un bilan en clé objectiviste de la restauration bourgeoise. Voyons.

D'abord le PTS continue à tenir sa caractérisation que les pays d'Europe de l'Est et l'URSS étaient des « Etats ouvriers déformés », où il y avait une dictature de la bureaucratie stalinienne sur la « dictature du prolétariat »: « La 'restauration capitaliste' a eu comme conséquence, non seulement la chute de la bureaucratie en tant que dictature 'sur le prolétariat', mais surtout (comme l'a démontré l'évolution clairement plus 'ordonnée' du PC chinois dans sa transformation capitaliste), la destruction des conquêtes (secteur de l'économie en dehors des lois du capitalisme et nouvelles relations de propriété des moyens de production) qui se conservaient de la révolution dans le États ouvriers bureaucratisés, l'application dans la plupart des cas des plans d'ajustement du FMI, l'annulation des droits sociaux et une régression sociale exprimée, par exemple, dans le cas de l'ex-URSS, dans la brusque chute de l'espérance de vie de la population. »[7]

En joignant les pièces du « puzzle » stratégique du PTS les faiblesses de ce bilan surgissent. En particulier, nous nous demandons : comment explique le PTS que une « période exceptionnelle » de 5 ans (1943-1948) et son « onde de choc », aient déterminé politiquement TOUTE la seconde moitié du XXe siècle avec l'existence des « Etats ouvriers déformés ou bureaucratiques » ? Il faut se rappeler que la « possibilité théorique » que défendait Trotski dans le programme de transition (et que le trotskisme objectiviste a utilisé pour fonder sa catégorie de « états ouvriers déformés ») impliquait clairement que « un 'gouvernement ouvrier et paysan' dans le sens indiqué plus haut ne serait qu'un épisode court dans la voie de la vraie dictature du prolétariat. » À l'encontre de cette remarque de Trotski, dans l'analyse du PTS ladite « parenthèse historique exceptionnel » de 1943-1948 s'est prolongée dans les faits jusqu'à la fin du XX siècle.

---

6 - Albamonte, Emilio et Maiello, Matias. « Dans les limites de la 'restauration bourgeoise' », dans *Stratégie International 27*. Buenos Aires, 2011

7 - *Ibid.*

Parallèlement à cela, la défense de la catégorie de « Etats ouvriers déformés » conduit le PTS à une erreur grave de caractérisation politique, à savoir, considérer comme « contrerévolutions démocratiques » les processus de mobilisation qui ont conduit à la restauration capitaliste dans les pays de l'Est: « L'ensemble du processus a été une vraie contrerévolution-restauration qui a changé l'équilibre des forces en faveur de l'impérialisme, qui a pu être mené avec des méthodes essentiellement pacifiques grâce à l'extension de la démocratie libérale sur des larges zones de la planète ».

Effectivement la réabsorption des pays de l'Est au capitalisme a été réalisée avec des méthodes pacifiques ou passives (à l'exception de la Roumanie où il y a eu des affrontements violents), étant donné que l'impérialisme (en unité avec les secteurs des bureaucraties staliniennes) a instrumentalisé les revendications démocratiques des masses en faveur de la restauration capitaliste. Mais cette réabsorption n'a été possible que parce qu'ils n'étaient pas des États ouvriers, mais des états bureaucratiques, dans lesquels la bourgeoisie avait réussi à « embourgeoiser » cette couche sociale (comme elle l'avait fait en son temps avec d'autres classes et secteurs sociaux, comme la noblesse). Par cela même c'est un non-sens de considérer qu'il s'agissait de contre-révolutions « pacifiques », concept qui est une contradiction dans les termes parce qu'il contredit toute l'expérience historique de la lutte des classes où contre-révolution signifie méthodes de guerre civile contre la classe ouvrière.

Parce que la réalité est que la classe ouvrière dans l'URSS avait était battue définitivement au final des années 30 et elle ne s'était jamais récupérée (la vague d'espoir à la sortie de la Deuxième Guerre Mondiale s'est vite effondrée et a donné lieu à la démoralisation). D'autre part, en Allemagne Orientale, Hongrie, Tchécoslovaquie et Pologne il y a eu des défaites importantes de leurs révolutions anti-bureaucratiques. De là que dans la plupart des cas les masses ouvrières ne considéraient pas comme une conquête propre la propriété étatisée et donc, ils ne l'ont pas défendu.

Si le retour du capitalisme a eu, évidemment, un élément contrerévolutionnaire dans le sens de la restauration pleine et complète de la propriété privée et des lois du marché, le caractère pacifique du processus ne peut être expliqué que par le fait que les masses ne considéraient pas la propriété étatisée comme propre et que la classe ouvrière souffrait encore le poids des défaites desquelles elle n'avait pas réussi encore à se récupérer.

Pour le PTS cette « contre-révolution pacifique » s'explique de la façon suivante : « Cette dialectique des conquêtes partielles du prolétariat qui se retournent contre lui, sur une plus grande échelle, a été le signe de la période de la restauration. Non seulement les bureaucraties des États ouvriers dégénérés ont été à la tête de la restauration et se sont transformées en capitalistes, mais elles ont été, dans bien des cas,

celles qui ont mis en œuvre les plans du FMI. »

Il s'agit d'un vrai non-sens comme explication, puisque même les conquêtes qui « se retournent contre lui » du point de vue des perspectives du pouvoir ouvrier devraient être considérées des conquêtes par les travailleurs.

Cette citation montre les incohérences de l'économisme du PTS dont l'approche est le suivante : les acquis sociaux obtenus au cours de la période exceptionnelle de 1943 à 1948 qui ont déterminé la création des « États ouvriers déformés », dans la réalité se comportaient comme des entités en dehors du contrôle démocratique de la classe ouvrière et étaient contrôlées par la bureaucratie stalinienne, qui finalement et par « magie » les a retourné contre le prolétariat lui-même…

Le refus à généraliser les caractéristiques de la période

Enfin le PTS essaye de faire un lien entre la fin de la phase de restauration bourgeoise et la montée actuelle de la lutte de classe internationale. D'après son point de vue la « crise capitaliste pose aujourd'hui des nouvelles conditions historiques qui mettent la phase de 'restauration bourgeoise' face à ses propres limites » et plus tard il ajoute que « nous sommes au début d'une nouvelle période historique. Face aux limites de la 'restauration bourgeoise' un nouveau 'printemps des peuples', dont la profondeur n'est pas encore possible de déterminer, surgit. »

Nous sommes d'accord avec les PTS sur le point que la situation politique mondiale diffère nettement de celle qui s'est installée avec la restauration capitaliste dans l'URSS, ce qui a été encore favorisé par l'éclatement de la crise économique que traverse le capitalisme international. Mais l'énorme déficit politique du PTS, c'est qu'à partir de cette affirmation correcte, il n'arrive pas à avancer vers une interprétation stratégique des nouveaux développements de la lutte des classes et il fait remarquer seulement que ce n'est pas encore possible de connaître leur profondeur.

Le fait est que face aux nouveaux développements dans la lutte des classes le PTS ne fait que « regarder en arrière » à la recherche d'une analogie quelconque qui lui soit fonctionnelle pour décrire schématiquement la lutte des classes. Cela se reflète dans un autre texte du PTS publié dans le dernier numéro de Stratégie Internationale, où ils justifient l'utilisation de l'analogie du « Printemps des peuples » de la manière suivante: « L'analogie était fondamentalement basée sur trois éléments : premièrement, que c'était une onde de choc qui mettait en scène la lutte des classes après une longue période de réaction sociale, politique et idéologique, dans le cadre d'une crise capitaliste ; deuxièmement, qu'elle combinait des exigences démocratiques, structurelles et sociales profondes ; et troisièmement, que comme en 1848 il n'y a pas eu à la tête

de cette vague de protestation des partis ouvriers d'avant-garde avec une stratégie révolutionnaire. Mais contrairement au XIXe siècle, ces processus ont lieu dans le cadre de l'époque impérialiste, en réactualisant son caractère d'époque de crises, guerres et révolutions, avec un prolétariat qui a déjà traversé l'expérience de la révolution et la contrerévolution dans le XX siècle ».[8]

Le PTS définit donc le nouveau « printemps des peuples » dans une optique descriptive et nostalgique : le degré de similitude ou de différence avec les événements de la lutte de classes d'il y a 150 ans ! Mais le PTS n'essaye jamais de poser les limites et les portées réelles des processus en cours, un élément essentiel pour en déduire les caractérisations et catégories qui servent comme un outil politique pour l'intervention des militants révolutionnaires. Même dans cet article que nous avons cité, le PTS essaie de construire une meilleure définition du « printemps des peuples », mais le résultat est le même puisque toute la caractérisation est encore une comparaison historique : « Comme une définition générale, même si la lutte des classes s'est installée avec des inégalités dans la scène politique, et des millions ont pris les rues et les places, ils ont fait des grèves et ont abattu des dictatures haïsses et même dans des cas spécifiques, comme dans la lutte des retraites en France ou les mineurs des Asturies, des méthodes de lutte plus radicales ont été utilisées, nous ne sommes pas encore face à une nouvelle montée de la classe ouvrière, de la jeunesse et du peuple, similaire à la dernière montée révolutionnaire de 1968-81, qui soit à la hauteur de l'envergure de la crise capitaliste et de l'attaque bourgeois ».

A partir de là tout son analyse se limite à effectuer une « récapitulation » des luttes ouvrières de ces dernières années pour démontrer l'usure de la restauration bourgeoise, mais n'essaie jamais de donner une définition pour le positif du nouveau « printemps des peuples »: « En 2010, nous avons vu les premières réponses de la classe ouvrière et des opprimés. D'une part, le prolétariat explosif de l'Est, qui abrite en Chine près de 200 millions de nouveaux travailleurs (...) a commencé à tendre ses muscles dans des conflits par entreprise. D'autre part, la puissante classe ouvrière européenne, avec épicentre en France, avec les grèves et mobilisations massives contre les attaques de Sarkozy (...) Le 2011 commence avec le soulèvement des opprimés dans le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Les processus révolutionnaires se multiplient. De la Tunisie à l'Egypte, de l'Egypte à la Libye»[9].

---

8 - Cinatti, Claudia. « Lutte des classes et nouveaux phénomènes politiques dans la cinquième année de la crise capitaliste », dans *Stratégie Internationale*. Buenos Aires, 2012

9 - Albamonte, Emilio et Maiello, Matias. « Dans les limites de la 'restauration bourgeoise' », dans *Stratégie International 27*. Buenos Aires, 2011

Le plus contradictoire , est que, même si le PTS ne définit pas stratégiquement le « printemps des peuples » et il dit seulement que c'est un symptôme de la fin de la restauration bourgeoise, il tire immédiatement la conclusion que la réactualisation de la révolution socialiste se pose: « Aujourd'hui, ce nouveau printemps marque le début de la résurgence de la classe ouvrière dans les conditions fixées par des décennies de restauration bourgeoise (...) nous ne sommes pas confrontés aujourd'hui au premier chapitre de l'histoire du prolétariat modern, mais à son dernier chapitre après plus d'un siècle et demi de luttes révolutionnaires. La possibilité de nouveaux développements dans la lutte des classes, inscrits dans la crise capitaliste, qui puissent briser le continuum de l'histoire dépend de la réactualisation de cette expérience et de sa transformation en force matérielle, avec des partis révolutionnaires et la reconstruction de la IVème Internationale »[10].

Donc pour le PTS entre la « restauration bourgeoise », le « printemps des peuples » et la réactualisation de la révolution socialiste, il n'y a aucune vase communicante ou situation intermédiaire. C'est pourquoi ces catégories sont semblables à des « récipients étanches » parce que leur relation est exclusivement chronologique : l'une est après l'autre. Par conséquent, le PTS donne un saut du « nouveau 'printemps des peuples' dont la profondeur n'est pas encore possible de déterminer » à la « réactualisation » tout court des caractéristiques de la période ouverte avec la révolution russe.

Ce que nous voyons est donc une fragmentation dans l'analyse et le temps historique, où les « transitions » sont diluées dans des analogies qui ne donnent pas une idée du contenu stratégique présent dans des situations intermédiaires ou transitoires.

Par conséquent, pour le PTS le « printemps des peuples » se limite à la possibilité de « réactualiser » l'actualité de l'ère de la révolution socialiste, espoir que nous partageons avec eux. Mais pour apporter stratégiquement à l'accomplissement de cette tâche, il est essentiel de préciser les traits du cycle actuel qui caractérisent la lutte des classes qui, à notre avis, est plutôt un redémarrage de l'expérience historique des exploités et des opprimés.

C'est pourquoi à Socialisme ou Barbarie nous affirmons que les rébellions populaires ont mis en place un nouveau cycle politique international. Et c'est une méthode diamétralement différente de celle utilisée par le PTS, qui concentre son analyse en quantifier les processus actuels de lutte et en noter que « nous sommes au début d'une nouvelle période historique », mais sans avancer dans la définition des caractéristiques du nouveau cycle politique de redémarrage historique de l'expérience de la lutte des classes.

---

10 - *Ibid.*

Le pari de tous les courants révolutionnaires est clairement que le cycle actuel de la lutte de classe soit un pont vers la réintroduction de la révolution socialiste au XXIe siècle, ce qui marquerait effectivement la réactualisation de la période historique ouverte en 1917. Cela pose la nécessité de *faire face aux tâches préparatoires que la période met à l'ordre du jour, en construisant des fortes organisations révolutionnaires d'avant-garde*, qui s'enrichissent de l'accumulation d'expériences que les exploités et les opprimés réalisent dans leurs luttes contre les limites de la démocratie bourgeoise et les directions bureaucratiques.

En résumé, la maturation de la conscience politique des exploités et opprimées dépend de la combinaison de la portée et les limites du cycle des révoltes populaires, au sein duquel l'intervention des courants révolutionnaires est cruciale pour son éventuel dépassement dialectique et pour les imprimer un cours ouvrier et socialiste.

Un « printemps arabe » qui décrit beaucoup mais n'explique rien

Dans le dernier numéro de Stratégie Internationale le PTS a concentré son analyse sur le « printemps arabe », qui serait une version régionalisée du nouveau « printemps des peuples ». En termes généraux le PTS n'approfondit pas substantiellement sa définition du processus et, d'autre part, répète encore une fois la méthode objectiviste et positiviste déjà noté.

Malgré cela, il essaye d'effectuer une interprétation du processus basé sur la portée et les limites des « printemps », en utilisant l'approche que Socialisme ou Barbarie a utilisé depuis le début des révoltes populaires (même en utilisant des catégories et des angles d'analyse très caractéristiques de notre courant).

Quant à la définition du « printemps arabe », le PTS pose que « c'est un large et profond processus de lutte des classes qui, couvrant plusieurs pays avec des caractéristiques très dissemblables, a donné lieu à des rébellions et a ouvert des processus révolutionnaires comme en Egypte et en Tunisie». En outre, il ajoute « bien que dans aucun des pays le processus est allé jusqu'à une révolution sociale, il a ouvert des processus révolutionnaires prolongés, particulièrement en Egypte et en Tunisie, où la classe ouvrière concentrée a joué un rôle central dans les manifestations qui ont renversé la dictature de Moubarak et Ben Ali, bien que sans conquérir l'hégémonie sur les secteurs des classes moyennes et populaires. »[11]

---

11 - Cinatti, Claudia. « Lutte des classes et nouveaux phénomènes politiques dans la cinquième année de la crise capitaliste », dans *Stratégie Internationale*. Buenos Aires, 2012.

Cette citation démontre que le PTS a « emprunté » plusieurs éléments de notre définition des révoltes populaires. Bien sûr, le mot « rébellion » n'est pas une invention de Socialisme ou Barbarie, mais dans le cadre des courants trotskystes, il est largement reconnu que nous construisons cette catégorie depuis plus de dix ans pour interpréter les processus de la lutte des classes en Amérique Latine et, plus récemment, nous l'avons généralisée à l'ensemble de la situation mondiale dans le cadre du processus au Moyen Orient, l'Europe et la recomposition ouvrière en Chine.

Malgré cela, le PTS ne donne aucun contenu réel ou spécifique à ces « rébellions », à l'exception de signaler qu'ils ne sont pas encore des révolutions sociales. Dans ce sens, le PTS, encore une fois, n'arrive pas à avancer vers une caractérisation positive de sa catégorie de « printemps ».

D'ailleurs, lorsque le PTS signale quelques traits caractéristiques stratégiques élaborés par lui-même, il démontre tout son bagage stratégique objectiviste. Par exemple, le PTS pose que le « l'impérialisme répond au défi de la rébellion avec une stratégie combinée en défense du statu quo régionaux menacé et des régimes dans lesquels celui-ci se fonde. Il a articulé son intervention autour d'une stratégie *de contre-révolution qui englobe des politiques de 'transition' (...) Cette stratégie a des traits de prévention, puisqu'elle ne doit faire face encore à des révolutions ouvertes et elle a des marges de manœuvre pour la réforme des régimes*, qu'elle essaie d'établir avec des concessions politiques minimales aux masses. »

En somme l'approche du PTS est synthétisé dans: 1) il n'y a pas de révolutions sociales dans les pays arabes, mais des rébellions, 2) face à cela l'impérialisme répond avec une politique de «contre-révolution», et 3) puisqu'il n'y a pas de « révolution ouverte », ces contrerévolutions sont « préventives » ou démocratiques (politiques de « transition »), parce qu'il y a une marge de manœuvre qui permet de faire des concessions aux masses.

De cette façon le PTS vide de contenu la catégorie de « contre-révolution », que comme nous avons expliqué plus haut, dans la tradition du marxisme révolutionnaire est définie comme l'utilisation de méthodes de guerre civile contre le mouvement ouvrier dans des situations où la lutte de classes déborde les limites de la démocratie bourgeoise.

Pour le PTS : en l'absence de révolutions sociales, l'impérialisme développe des « contre-révolutions » par les urnes!: « Le 'printemps arabe' a montré ses limites, qui sont essentiellement subjectifs, politiques, lorsque, après les succès initiaux, il n'a pas pu ouvrir la perspective d'un cours indépendant vers des actions révolutionnaires plus élevées du mouvement ouvrier et de masses. Cette faiblesse a été exploitée par l'impérialisme et la bourgeoisie locale pour déclencher la réaction, derrière les plans

de transition, les interventions et la répression. Ainsi, la contre-révolution a en sa faveur les marges de manouvre que la faiblesse subjective du mouvement lui concède ».

La faiblesse des facteurs subjectifs est effectivement un élément décisif pour comprendre les limites du processus et pourquoi, après le déclenchement d'une rébellion populaire avec la force de celle qui traverse l'Egypte, ce soient les Frères Musulmans qui soient au gouvernement.

Ces mêmes marges de manœuvre que l'impérialisme peut utiliser donnent au processus un caractère plutôt de rébellion et résorption réactionnaire que de révolution/contrerévolution ouvert, comme nous l'avons déjà signalé. Dans les cas des affrontements les plus extrêmes, comme ceux de la Lybie ou de la Syrie, ces nuances sont en rapport avec des éléments militaires propres d'une guerre civile *sensu strictu.*

Relancer la tradition du marxisme révolutionnaire

En tout cas, la définition que nous sommes dans la limite de la période « de la restauration » est correcte, mais il lui manque de la densité pour analyser l'expérience en cours parmi les exploités et les opprimés. Il s'agit d'une expérience qui semble marquer aujourd'hui un redémarrage historique de la lutte des classes, où le cycle actuel de rébellions populaires pourrait jouer le rôle de lien entre les graves défaites des décennies précédentes et l'éventuelle réapparition de la révolution socialiste dans le XXIème siècle.

Cela dépendra, sans doute, non seulement de l'accumulation de ces expériences, mais en premier lieu de l'approfondissement de l'actuelle crise économique et d'un saut de qualité dans les affrontements entre les Etats qui nous amène à une nouvelle « ère des extrêmes », en laissant derrière nous le *imperium universalis* de la démocratie bourgeoise : crises, guerres et révolutions.

Pour nous préparer pour ceci est nécessaire la construction de forts partis d'avant-garde (« partis de lutte des classes »), qui à travers un métabolisme avec l'expérience que la classe ouvrière fasse dans ce nouveau cycle politique, et en développant stratégiquement sa recomposition, puissent rompre ici et là les « digues de contention » traditionnels, pour se transformer en organisations avec une large influence parmi les masses. Nous pourrons commencer ainsi à écrire une autre histoire dans la tradition du marxisme révolutionnaire.

Une nouvelle histoire qui, sans doute, a besoin d'élaborations stratégiques et de bilans de l'expérience historique de la lutte des classes que le PTS n'a pas.

Nous présentons ici un texte de notre camarade Victor Artavia, qui date du début de l'année 2013. Dans ce texte, Artavia analyse le processus international de rébellions populaires (l'Amérique Latine, le « printemps arabe », la Grèce et l'Espagne) à la lumière des enseignements stratégiques légués par des marxistes comme Marx et Engels, Trotski et Rosa Luxembourg. Il s'agit non pas de dresser une simple « description » des événements en cours, mais d'en tirer les traits centraux, stratégiques, dans le but de situer le moment historique actuel et les tâches qui en découlent pour la gauche révolutionnaire. Dans la perspective de la construction de l'alternative socialiste, les portées et les limites de la période actuelle sont passées en revue : il s'agit de mieux comprendre le contexte historique pour impulser la construction des organisations révolutionnaires et de la conscience socialiste parmi des larges secteurs des exploités et des opprimés.

« 2011 a été une des années les plus révoltées depuis Mai 68 en France. Le déclenchement simultané de gigantesques et puissantes mobilisations sociales dans des endroits tellement divers sur la planète, est l'expression des profonds changements que traverse la situation mondiale.

En 2012, en revanche, il a été démontré que cette vague de rébellion internationale n'était pas un phénomène éphémère. La continuité et l'intensification des mobilisations massives au Moyen-Orient (…) la grève héroïque des mineurs des Asturies (…) les masses exploitées et opprimées en Egypte ont repris la rue pour lutter contre le gouvernement des Frères Musulmans et les forces armées(…).

Bien sûr, l'intensité et la dynamique de toutes ces luttes, présentent des développements inégaux selon les pays et régions. Mais en même temps ils ont des traits communs, qui constituent le cadre global où la portée et les limites des processus en cours doivent être comprises.

Dans le Courant International Socialisme ou Barbarie (SoB), nous considérons qu'actuellement la lutte des classes traverse un cycle universel de révoltes populaires, qui marque un redémarrage historique de l'expérience des exploités et des opprimés.

Tout au long de cet article nous résumerons et approfondirons l'élaboration de SoB autour de cette catégorie. Pour cela, nous nous appuierons sur des auteurs classiques du marxisme révolutionnaire (Marx, Engels, Luxembourg et Trotski), qui ont abordé dans leurs ouvrages les aspects politiques, théoriques et méthodologiques qui ont permis d'interpréter les processus révolutionnaires et les expériences des luttes du mouvement ouvrier de leur époque. »